

#Leplusimportant

le cnam

Colloque “Vers une transition écologique inclusive ?”



Transcript automatisé des interventions

Décembre 2021



AVERTISSEMENT

Ce document constitue une retranscription automatique, produite par un algorithme, des échanges qui se sont tenus à l'occasion du colloque « Vers une transition écologique inclusive ? »

Il a pour vocation à apporter des premiers éléments de restitution de ces échanges pour le public qui n'aurait pas pu assister au colloque.

Toutefois, produit de façon automatisée, il comporte de très nombreuses approximations et n'a pas fait l'objet d'un retraitement manuel permettant d'assurer la lisibilité et l'exactitude des propos rapportés.

A ce titre, il s'agit exclusivement d'un document de travail qui n'engage nullement les intervenants du colloque.

Les véritables propos originaux peuvent quant à eux être consultés en format vidéo ou audio dans les supports de rediffusion suivants :

Table des matières

AVERTISSEMENT	1
Introduction	4
Stéphane Lefebvre, adjoint de l'administrateur général en charge de la recherche chez Conservatoire National des Arts et Métiers	4
Christian Dasi, président du CNAM Languedoc Roussillon	6
1) Comment mesurer et anticiper l'impact de la transition écologique sur les compétences, les métiers et la qualité de l'emploi ?	8
Louis Gallois, co-président de La Fabrique de l'Industrie	10
Gilles de Margerie, Commissaire Général France Stratégie	13
Glenda Quintini, Senior Economist à l'OCDE	16
Frank Siebern-Thomas, chef de l'unité Transition écologique et numérique équitable à la Commission Européenne	18
Lucie Schmid, vice-présidente de La Fabrique Ecologique	22
2) Comment développer les opportunités économiques et sociales liées à la transition écologique inclusive ?	25
Camille Putois, directrice générale Business for Inclusive Growth (B4IG)	25
Gilles Vermot Desroches, vice-président citoyenneté et affaires institutionnelles chez Schneider Electric et leader du French Business Climate Pledge au MEDEF	28
Fabrice Bonnifet, président du Collège des directeurs du développement durable (C3D)	31
Sébastien Darrigrand, délégué général UDES	35
Yann Fradin, vice-président d'Emmaüs France	39
3) Quel accompagnement des professionnels pour saisir les opportunités d'emploi de la transition écologique inclusive ?	42
Renaud Damesin, directeur de cabinet Haut-Commissariat aux compétences	42
Frédéric Mathis, président de la fondation ETRE (Écoles pour la TRansition Écologique)	44
Jean-François Naton, Conseiller confédéral CGT et membre du CESE	46



Questions du public	48
4) Comment la transition écologique peut-elle stimuler l'inclusion économique dans les territoires ?	52
Laurent Grandguillaume, président de Territoire zéro chômeur de longue durée	52
Martin Bobel, vice-président du Réseau national des ressourceries	53
Remy Léger, fondateur de la SCOP Ferme des Volontoux	56
Thomas Gaudin, économiste à la direction exécutive Prospective et recherche ADEME	59
Questions du public	63
Clôture par Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée à l'environnement au Ministère de la transition écologique	66

Introduction

Stéphane Lefebvre, adjoint de l'administrateur général en charge de la recherche chez Conservatoire National des Arts et Métiers

stéphane ne fait je suis l'adjoint de l'administrateur général du cnam en charge de la recherche et je vous prie de bien vouloir excuser olivier faron administrateur général du cnam qui ne peut malheureusement pas être présents ce matin avec nous en son nom je suis très heureux de vous accueillir ici dans la salle de conférences du musée du cnam et de poursuivre avec vous mathias dufour ce partenariat et l'accueil de vos colloque après celui qui a été consacrée aux transformations du numérique qui à leurs éventuels p bénéfices en faveur du développement des compétences et l'employabilité dans les territoires fragilisés vous prenez la mise en oeuvre d'aidés transition numérique de façon inclusive en favorisant l'investissement humain et en accompagnant les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le renforcement de leur dimension sociale vous mettez également en avant le développement des capacités et compétences individuelles pour permettre à chacun de trouver une place et un avenir et ainsi réduire les inégalités sociales le conservatoire national des arts et métiers ne peut que se reconnaître à travers ses objectifs de formation professionnelle pour les personnes qui n'ont pas eu la possibilité ou la chance de suivre une formation initiale diplômante pour les personnes en reconversion professionnelle et pour celles et ceux qui par exemple sortent d'un bac professionnel et qui ne trouvent pas d'emploi et qui ont besoin d'être accompagnés localement dans les territoires je citerai de deux exemples de développement au sein du cnam en faveur des personnes qui ont le plus de difficulté à s'insérer je pense au bac + 1 qui est un diplôme convient de mettre en place et l'opération au coeur des territoires qui permet aujourd'hui de proposer des formations plus près les demandeurs d'emploi en reconversion professionnelle de jeunes en recherche de formation et ce plan d'application avec les besoins des territoires je voudrais dire également quelques mots sur le réseau de la réussite vincent merle qui est une des pierres angulaires du dispositif de promotion sociale du conservatoire à destination des publics les plus fragiles qui soit à paris ou en région c'est un réseau qui s'engage notamment auprès des jeunes en difficulté éloigné du système scolaire faiblement diplômées ont remises en question termes d'orientation les pneumatiques et tous les sujets que vous abordez nous parle profondément au conservatoire qu'il s'agisse des thématiques de transition d'inclusion et de participation citoyenne voilà je ne sais pas faire trop long je sommes vraiment ravis d'accueillir au cnam ces états généraux de l'investissement social pour une transition écologique et numériques inclusive qui se dérouleront du 7 décembre 2021 14 février 2022 et ce premier colloque consacré à la transition écologique inclusive voilà je vous souhaite la bienvenue et un colloque riche et fructueux merci

[Mathias Dufour] merci bonjour à toutes et à tous je veux être extrêmement bref pour pouvoir passer la parole à nos d'abord au président ce faire et puis aux intervenants la première table ronde je voulais juste d'abord rappelé donc je suis matière dufour président



d'attac le plus important la raison pour laquelle nous sommes là aujourd'hui c'est que c'est notre conviction que transition écologique et inclusion inclusion professionnels du logiciel qui sont parfois perçus comme un an nos positions nous semble au contraire étroitement liés et on ne peut réussir la transition écologique sans sans investissement social et ce en inclusion professionnels donc c'est l'objet de ce colloque de faire une série de propositions à ce titre et ils s'inscrivent comme vous l'avez rappelé monsieur le directeur dans le cadre des états généraux de la de l'investissement social pour une transition écologique et numériques inclusive qui court jusqu'à mi-février qui ont pour but de mobiliser la société civile et porter des propositions dans le débat public sur ce sur ce thème voilà je veux je remercie le cnam de nous accueillir et et emmaüs france pour ce partenariat pour ce beau colloque je passe la parole au président sur

Christian Dasi, président du CNAM Languedoc Roussillon

bonjour à tout le monde aussi bien ceux qui sont à distance que ceux qui sont présents j'ai baissé mon masque parce que j'ai du mal à parler avec un masque vous m'excusez moi je voudrais insister juste quelques points le premier c'est que on est très heureux d'avoir été partenaire sur ce colloque parce que il va falloir à l'avenir créer beaucoup de rencontres et de débats et des changes pour qu'effectivement ce qui nous attend d'environnement les enjeux qui sont derrière notamment en matière sociale parce que c'est cette question là qui nous intéresse au moment où on parle de fracture territoriale de fracture il ya la facture environnementale et bien à l'horizon elle prendra des formes particulières mais elle concerne quand même des gens et nous nous avons choisi notre bord la deuxième chose que je voudrais dire c'est que rapidement jeu pas très long parce que on a beaucoup de retard c'est qu'elle a eue c'est arrivé dans cette aventure comme pionniers comme précurseur mais tout à fait par hasard en fait à l'origine ont manqué d'argent et puis ce qu'on appelle aujourd'hui un compagnon c'est à dire une personne accueillie à 10 mais si on s'organisait sur le terrain de la récupération on m'a cité son nom parce que il a donné un virage sans se rendre compte au mouvement emmaüs appelé auguste le gall et c'est un chiffonnier à l'ancienne il a dit en s'organisant et nous avons été je pense la première organisation à nous installer sur le terrain de la récupération pour des raisons tout à fait économique on n'entend pas bien pardon excusez moi pour des raisons tout à fait économique et puis l'histoire et dans c'est vrai que les grandes préoccupations environnementales ont envahi nos sociétés et c'est vrai qu'on s'est retrouvé sur ce terrain de la récupération et surtout celui du réemploi qui était jusqu'à maintenant à peu laissé à quelques spécialistes les chiffonniers mais aussi quelques brocanteurs et finalement on en a fait une organisation qui vite ça mais aussi qui a permis de faire prendre conscience aux autres de nous que dans une société qui consomme beaucoup il ya quand même beaucoup à faire pour revenir un peu sur les effets pervers de cette consommation peut donner je fais beaucoup plus courts ce que je vous dis pas ce que je voulais vous dire à l'origine mais bon ce qu'on voudrait aussi signaler enfin pour nous c'est important et c'est que derrière cette question d'environnement nous sommes maintenant installé comme un grand réseau de 120 130 communauté mais aussi des dizaines de comités et des pas mal d'autres organisations qui vont du textile jusque là petite cuillère en passant par l'armoire et aussi les matériaux de construction eh bien il ya aussi une clé de la question qui se pose c'est celle un peu comment inclure les gens et qu'est ce qu'on peut faire en termes de citoyenneté c'est vrai que les gens qui travaillent là dessus et nous adressons une population qui est exclu et bien se retrouve finalement avec un vrai métier parce qu'aujourd'hui la récupération et surtout le réemploi sont devenues un champ économique à part entière où nous entrons nous maintenant c'est un peu la partie la plus difficile en concurrence avec les grandes organisations économiques les grandes entreprises internationales les réglementations européennes et internationales et que nous point de vue là c'est tout à fait un autre métier que celui qui était le nôtre à l'origine derrière ça évidemment on a comme idée de refaire aussi un peu de faire bouger notre modèle de société qui jusqu'à maintenant étaient beaucoup porté sur la la consommation mais que justement aujourd'hui dont on voit aujourd'hui pardon qu'elle est à réfléchir me remettre en cause et que il ya une transition écologique est à construire qui intègre tout le monde et qui ne nous mènent pas à cette fracture environnementales ou écologiques tels que on peut



la pressentir actuellement voilà on pourrait aussi parler un peu des filières qui se construisent mais ça je pense que là le colloque ouvrira des pistes ce côté là et je m'en tiendrai là pour l'instant vous remerciant de m'avoir écouté nous avoir en tout cas d'avoir été partenaire avec le plus importante

[Mathias Dufour] merci merci monsieur le président on va démarrer sur la première table ronde avec un petit 1 un petit film de un petit extrait de film de toni coiplet en introduction avant de lancer cette table ronde je voudrais rappeler que pour ceux qui sont dans la salle vous aviez à l'entrée un petit livre blanc de propositions puisque le plus important est d'abord là pour produire des idées et les diffuser et ce livre blanc sera également diffusée à quelques minutes à toutes les personnes qui nous suivent sur le sur le film voilà donc je propose que l'expliquent heures de la première table ronde viennent s'installer le temps qu'on le temps on lance le chine

1) Comment mesurer et anticiper l'impact de la transition écologique sur les compétences, les métiers et la qualité de l'emploi ?

Bonjour à toutes et à tous merci aux personnes qui sont présentes dans la salle de leur patience et merci aux personnes à distance aussi je me permets aussi d'enlever mon masque voilà pour plus de liberté merci à tous les speakers à nos intervenants de la table ronde une et aussi à tous ceux qui suivent puisque je sais que ça bouscule pas mal les agendas donc merci vraiment beaucoup de votre compréhension nous nous réunissons pour aborder la question comment mesurer et anticiper l'impact de la transition écologique inclusif sur les compétences les métiers et la qualité de l'emploi et donc j'ai le plaisir d'accueillir pour cette table ronde madame glenda king tiny glenda vous êtes économiste à l'os et des oeufs en charge avec votre équipe d'étudier l'évolution des besoins en compétences sur le marché du travail est d'identifier les réponses politiques efficaces en particulier dans le domaine de l'apprentissage des adultes et de la formation continue donc je précise puisque vous travaillez pour les c2 que vous accompagnez bien sûr les pays de l'ocde mais aussi les pays en développement madame schmidt mais si vous avez exercé dans plusieurs ministères celui de l'économie puis au ministère des affaires sociales vous avez aussi travaillé à france 3 tj sur les questions internationales et vous êtes actuellement en mission au conseil général économique et financier vous avez des responsabilités vous avez eu des responsabilités d' élu à la région est à vendre vous êtes aussi impliqué dans de nombreux projets éditoriaux comme par exemple la revue esprit vous êtes engagé dans plusieurs fondations notamment la gouaille new york foundation et vous intervenez aujourd'hui en tant que vice présidente de la fabrique écologique voilà qui est un cercle de réflexion et d'action pluraliste merci nous rejoindre monsieur j byrne 30 franke vous diriger la nouvelle unité de recherche transition verte et digital juste au sein de la direction de l'emploi des affaires sociales et inclusion de la commission européenne vous avez travaillé dans plusieurs directions de la commission et sur des sujets variés comme le dialogue social européen ou encore l'évaluation de l'impact avant de travailler à la commission européenne vous avez travaillé dans le monde de la réassurance monsieur gallois louis vous avez commencé votre carrière comme administrateur civil à la direction du trésor puis était directeur de cabinet de jean pierre chevènement ministre de la recherche et de la technologie vous avez été chargé de mission au ministère de l'économie des finances la privatisation et vous avez retrouvé le cabinet de jean pierre chevènement qui est cette fois ministre de la défense vous avez dirigé de grandes entreprises françaises la snecma l'aérospatiale la sncf pendant dix ans évadé s pendant six ans vous avez été commissaire général à l'investissement entre 2012 et 2014 et entre 2014 et 2020 président du conseil de surveillance de psa depuis 2016 est président du fonds d'expérimentation contre le chômage de longue durée qui encadrent donc là c'est l'association territoires o chômage de longue durée vous occuper des mandats associatifs notamment celui de président de la fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale jusqu'aujourd'hui le président de la fabrique de l'industrie que vous tenez depuis 2011 et monsieur de margerie gilles merci de votre présence parmi nous vous êtes commissaire général de france stratégie depuis janvier 2018 précédemment directeur de cabinet d'agnès busin ministre des solidarités la santé vous avez travaillé près de dix ans



dans le secteur public donc tout d'abord à l'inspection générale des finances puis au sein des cabinets de roger fauroux ministre de l'industrie que nous avons d'ailleurs perdu l'été dernier et de michel rocard vous avez également travaillé 25 ans dans le mini dans le monde repart monde de l'entreprise en particulier au crédit agricole et chez umanis vous avez aussi eu tout au long de votre vie professionnelle des engagements vous avez soutenu les think tanks dont vous avez créé en 2001 en temps réel et la recherche avec la création en 2011 la fondation pour les sciences sociales voilà merci à tous d'être parmi nous et je compte tenu de notre délai nous allons changer les temps d'intervention et donc je vais poser la question à monsieur gallois louis si vous nous entendez de sa perception dont j'ai moyens mis à notre disposition pour mesurer et anticiper l'impact de la transition écologique inclusive sur les compétences les métiers la qualité de l'emploi et puis surtout louis gallois votre expérience de cela votre mise en perspective voilà nous reviendrons sur les aspects plus méthodologique plus tard

Louis Gallois, co-président de La Fabrique de l'Industrie

merci beaucoup de me donner la parole je n'ai pas complètement compris votre question mais je vais essayer de répondre quand même parce que j'ai un moment de 2 ou super des leçons moi je voudrais d'abord nous parlons de transition écologique mais il faut que nous entendions sur quelle transition écologique si je caricature il ya deux modèles qui évidemment ont des liens entre eux mais il ya deux mois une transition écologique qui vers le local les circuits courts les basses technologie faible consommatrice d'énergie et de matière l'insistance sur les économies à réaliser et pour certains l'acceptation de la décroissance et puis il ya une deuxième transition écologique par l'innovation les hautes technologies et la volonté de construire une croissance verte alors je ne voudrais pas opposer les deux parce qu'il ya évidemment des passerelles mais je pense qu'il faut quand même qu'on s'entende sur ce qu'on n'a pas en entend par transitions écologie et moi pour être tout à fait clair je suis partisan de la seconde sol de la seconde transition écologique celle qui s'appuie sur l'innovation le développement technologique et une croissance verte ce qu'on peut dire néanmoins c'est qu'il ya des choses communes cette transition la première c'est que il est important de savoir à quel rythme albas faire pour l'emploi c'est absolument décisif parce que ce qui est d'être dure à gérer ses lapins de transition je suis assez optimiste pour considérer que l'on créera suffisamment d'emplois mais ça ne sera pas les mêmes ce ne seront pas les mêmes ils ne seront pas au même endroit et c'est ça la véritable question les compétences vont changer des qualifications pour changer et les localisations vont changer je prends un exemple l'automobile en france dans l'automobile le passage du véhicule thermique aux véhicules électriques se traduit par la suppression de cent mille emplois à peu près il ya un consensus sur ce chiffre est la création de trente mille alors de deux choses la première c'est curie 70 mille emplois qui vont disparaître et qui va falloir recréer ailleurs et deuxièmement que des 30000 emplois qui vont se créer ne se ne font pas appel aux mêmes compétences et surtout pas aux mêmes localisation que des emplois sont détruits lusine de rodez den bosch qui fait des injecteurs pro diesel c'est presque un semblent tous et 12 cents emplois cette usine et perd son débouché du fait de la trace du passage aux véhicules électriques lusine de l'assam c'est pareil qui se trouvent dans l'aveyron les fonderies du poitou gms à à guéret partie du tissu industriel va être impactée et les créations d'emplois on se faire peut-être dans l'âge et les gars factory puisque c'est le terme qu'on emploie de fabrication de batteries qui sera dans le nord de la france mais ce ne seront pas les mêmes personnes et ça ne sera pas les mêmes qualifications et c'est cette transition qu'il faut nous sommes capables de gérer ça va être la grande difficulté de cette opération et je pense que le rythme auquel cette mutation à se faire et qui sera décisif alors si je si si je cherche quelques unes des solutions la première c'est d'anticiper il est extrêmement important que nous soyons capables de deux autant que possible d'anticiper ces mutations et de faire en sorte que chaque filière chaque métier réfléchissent à ce que va être son avenir en tenant compte des éléments que nous pouvons a présenté de la transition écologique les fortes formation bien sûr cette formation devra porter vers l'employabilité que les personnes parce que comme on n'est pas absolument sûr des besoins de compétences que nous aurons il faut que les personnes soient aussi agile et aussi employables que possible et donc qu'il va falloir trouver les formations qui permettent

d'accroître cette capacité d'adaptation il ya un problème un problème souvent minorés mais qui me paraît absolument décisif en france ça va être de 2,2 d'aider les personnes à mobilité géographique comme les emplois qui vont se créer ne seront pas en un endroit où les emplois actuels vont disparaître ils ont peur que les gens se déplacent et donc je pense que et en france on sait la difficulté de ce déplacement parce que on connaît les projets immobiliers le travail de du conjoint ou de la conjointe la scolarisation des enfants etc les français sont peu mobiles et il va falloir que pendant ces périodes d'essai à bouger il faudra assurer aux signes la compétitivité des activités nouvelles qui vont se développer à l'évidence sur les activités nouvelles il faut qu'elle se développe en france et par ailleurs on parle beaucoup de véhicules électriques par exemple il faut que le véhicule électrique soit construit en france on parle de l'agriculture biologique d'agroalimentaire de santé il faut que ces activités se développent en france et donc il faut en assurer la compétitivité et cette compétitivité elle suppose et on a vu d'ailleurs dans le passé que cette compétitivité pas évidente les panneaux solaires ont été sont désormais une exclusivité chinoise on développe les panneaux solaires dans le cadre la transition énergétique mais ces panneaux solaires sont intégralement apporté donc ça veut dire un effort de recherche certainement je suis persuadé que la transition écologique c'est une transition qui va susciter un effort de recherche ça suppose un ajustement frontières auquel réfléchit le union européenne pour que les industries européennes ne soient pas désavantagées du fait des réglementations qui s'imposeront en europe par rapport à des industries étrangères qui ne supportent supporteraient pas les mêmes contraintes on voit ça pour l'acier au massa pour l'aluminium on voit ça pour un certain nombre de produits et je pense que ces éléments que j'évoque extrêmement rapidement parce que le temps nous est compté vont poser très lourd et j'étais basée sur un point il va falloir qu'on débattenne de savoir si on vise la croissance ou la décroissance personnellement je suis un partisan de la croissance parce que la croissance elle va créer de l'emploi elle va permettre de prendre le virage avec un peu plus de capacité de mouvement si nous sommes en décroissance nous aurons beaucoup de difficultés à créer à prendre ce virage parce que va s'ajouter aux difficultés de la position celle de la réduction du nombre d'emplois et je pense que ça c'est une vraie difficulté est d'autant plus que je le rappelle cette transition écologique elle s'accompagne de la transition numérique il est également très fort impact sur l'emploi du même ordre que la transition écologique donc nous avons des deux transitions à gérer et je pense que le gérer dans une ambiance de décroissance sera extrêmement difficile et peut créer énormément d'injustice et et parce qu'il va falloir il va falloir porter une attention toute particulière à ceux qui vont subir le plus la transition écologique qui sont ceux les moins qualifiés les plus éloignés de l'emploi c'est cela que l'on peut subir cette transition écologique et que plus de dureté km on voit bien dès qu'il ya un mouvement ce sont les plus faibles qui en subissent les conséquences voilà je vais par lula

[Modérateur] merci monsieur et donc les points que vous soulevez permettre de prendre du recul par rapport aux chiffres et à l'analyse que nous avons aux analyses multiples que nous avons sur l'impact de la transition écologique sur les emplois et c'est pour ça que avant de rebondir sur vos propos et je sais que notamment sur le thème de la croissance et décroissance y aura certainement en échange et plus tard plus tard dans cette table ronde



je voudrais demander à monsieur de margerie de nous expliquer sa vision votre vision de
francs stratégie sur l'impact de la transition écologique crise emploi

Gilles de Margerie, Commissaire Général France Stratégie

merci beaucoup bon jour à tout bon jour à bonjour à tous ravis d'être avec vous ce matin merci de nous avoir convié le gallois m'a beaucoup facilité la tâche parce que je partage ces analyses du début à la fin donc je vais pouvoir aller vite à des éléments qui viendront plutôt en complément ou en contrepoint à ceux à ce qu'il a dit au fond nous savons que c'est une transformation incroyablement profonde de l'économie que nous allons mener avec la nécessité de nous décarboner en profondeur pour pouvoir tenir les objectifs liés au réchauffement de la planète si jamais arrivé dans l'histoire de l'humanité du monde développé d'avoir un tel défi pris par tous les pays et en même temps et ça va être des changements de grande ampleur alors je dis ça que nous savons tous mais parce que je pense que nous n'avons pas encore pris conscience de l'ampleur des changements que ça va représenter dans la structure de nos industries dans l'organisation de nos activités et dans nos modes de vie quand on regarde les grands domaines où nous émettons des gaz à effet de serre les choses peuvent se résumer relativement simplement il ya un très gros domaine qui est liée aux bâtiments et c'est celui sur lequel on a la vision la plus claire part complètement clair mais la plus claire de ce que peut être l'impact sur l'emploi de la transition nous savons que pour diminuer les émissions qui sont liées au bâtiment il va falloir faire des très grands travaux de rénovation thermique ce qu'on construit de neuf on peut le mettre à des normes nouvelles mais il ya tout le stock et pour faire des chiffres simples on construit 1 % du stock tous les ans donc il ya 99% du problème dont il faut s'occuper de tous les ans c'est réduire les contenus en émissions de des bâtiments quand on les construit et surtout quand on les utilise que ce soit pour des bureaux pour des habitations là on a une estimation qui paraît relativement robuste de la création à terme de 200000 emplois dans cet ensemble d'activités construction au sens large en y incluant des choses qui sont à la marge de sa par exemple la généralisation de l'équipement bornes de recharge pour les véhicules électriques qui est beaucoup de génies suivi beaucoup de travaux qui relève de tout ce qu'on pourrait appeler bâtiment et travaux publics donc là une source d'emploi assez importante il ya des domaines dans lesquels il y aura éventuellement moins d'emplois il y aura de l'industrialisation des procédés notamment pour la rénovation thermique notamment pour les nouvelles constructions mais au total il ya aujourd'hui un degré raisonnablement élevé de confiance dans le fait que le solde net sera positif et il est financé massivement parce que ça c'est une chose qu'il ne faut pas oublier pour réussir la transition la plupart des pays engagent des moyens financiers extrêmement important qui s'apparente des plans de relance on aurait dit autrefois des plans de relance keynésienne c'est à dire on injecte de l'argent dans la machine économique pour la faire aller au delà des équilibres qu'elle n'atteindrait si on ajoutait pas cet argent et le bâtiment est clairement un des domaines clés de ça et il est d'ailleurs au tout premier rang du plan de relance comme vous le savez deuxième secteur beaucoup plus difficile à apprécier c'est les transports louis gallois on en a parlé faire un moteur ça demande beaucoup de main d'oeuvre un moteur thermique classique faire une boîte de vitesses aussi demain quand on aura des véhicules électriques on aura beaucoup moins d'emplois liées à la production et des emplois très différents et pas dans les mêmes yeux tout ça a été dit par louis gallois jeudi revient pas quel sera le solde nous rejoignons la même si on n'a pas forcément été encore

nous au bout des calculs qu'on peut faire mais le sol sera négatif sur les emplois et sera également probablement négatif sur les emplois autour de la production automobile et en particulier dans les garages parce que les maintenant sont moins fréquentes lourde et donc on a une situation où il faut accepter l'idée que nous pouvons reconquérir une position en Europe nous avons perdu énormément de terrain dans le secteur automobile dans les dernières décennies on peut reconquérir mais pour autant arriver à avoir des créations nettes d'emploi n'est pas aujourd'hui un objectif qu'on peut considérer comme un objectif réaliste et il faut avoir ça en tête sur le domaine des mobilités il ya les services qui sont liées aux transports et ça c'est évidemment quelque chose de très important il y a quelques années il y avait une sorte de vent de panique autour de l'idée que les véhicules autonome à les conduire à la disparition de milliers de dizaines de milliers d'emplois aujourd'hui on sait que comme il ya dix ans est au mieux dans dix ans il ya dix ans on nous disait que ce serait maintenant maintenant je me dis que c'est dans dix ans et je pense que c'est plutôt plus réaliste de penser que c'est toujours dix ans et donc à l'horizon de dix ans il n'y aura pas de destruction massive liées aux véhicules autonomes et en revanche il y aura ce que vous voyez tous les jours dans les rues c'est à dire que la livraison est quelque chose qui se développe et qui est très consommateur d'emplois très créateurs d'emplois potentiellement et donc on ira vers des livraisons de moins en moins émettrice de carbone mais qui seront une source de création d'emplois c'est significatif un mot sur l'agriculture c'est un sujet débattu l'idée générale c'est que le passage au bio qui couvrent d'autres secteurs que simplement la réduction des émissions de gaz à effet de serre engendra des emplois est-ce que ça suffira pour contrecarrer l'évolution à la baisse des emplois qu'on connaît depuis des décennies dans ce secteur là ça n'est pas certain mais en tout cas ça ralentira la décroissance ça peut paraître vraiment solidement argumenté il peut même y avoir si on réussit vraiment une reconquête importantes notamment dans tout ce qui est fou et légumes ou si nous sommes devenus très déficitaire il peut y avoir de la création d'emplois il faut pas non plus tout miser sur ça parce que les emplois qui sont créés sont des emplois durs il y aura une recherche d'automatisation on voit qu'on commence à avoir de la mécanisation je prends un exemple simple pour tirer les pesticides vous devez retirer les mauvaises herbes mécaniquement ou manuellement on va essayer de le faire mécaniquement et donc ça ne sera pas forcément énormément créateurs d'emplois ça sera peut-être créateurs d'emplois dans le machinisme agricole alors il ya une question transverses qui est celle de l'économie circulaire qui passe à travers tous ces secteurs on voit que il ya des choses très différentes selon le type d'économie circulaire auquel on pense il ya d'économie circulaire autour de l'industrie recyclé de l'acier recyclé de l'aluminium recyclé du béton ça devient possible ça devient faisable c'est très important et ça peut être concurrentielle notamment si on a un prix sérieux sur le carbone et donc ça c'est une voie qui est extrêmement importante et qui devrait permettre d'avoir des perspectives à la fois de réduire les émissions et de maintenir un certain niveau d'emploi il ya tout ce qui est réparation recyclage de produits périmés trop vite qu'il revient aujourd'hui moins cher de jeter que de réparer là on parle pas forcément d'emploi en très très grand nombre et puis il ya les déchets aucun industriel les déchets de la vie tous les jours hélas le tri le recyclage sont des perspectives importance mais on parle de petit nombre d'emplois donc l'économie circulaire va être extraordinairement importante pour diminuer l'empreinte carbone dire quel sera son impact sur l'emploi un peu difficile au total qu'est ce qu'on a à avoir en tête une chose qui a déjà détruit gallois tout ceci

demandera des efforts considérables accompagnement formation et en mobilité géographique mobilité professionnelle et mobilité géographique et puis comme tout ceci ne se fait qu'avec une implication très forte de l'état avec beaucoup de crédits publics il faut que ces crédits publics est dans leurs usages une prise en compte forte de la dimension aux créations d'emplois quand on a le choix entre deux manières de décarbonée il faut regarder ce que ça comme impact sur l'emploi et ça doit être un des critères de décision dont l'emploi des fonds très abondants qui vont être consacrés à la décarbonation est la lutte contre le réchauffement voilà les quelques bons clients l'introduction

[Modérateur] merci beaucoup et pour cet éclairage et puis le fait de osez nous dire des chiffres parce que c'est un exercice difficile ça a évolué dans le temps et donc c'est vraiment la base qui était importante dans cette table-ronde et en reprenant les difficultés rencontrées les gros enjeux merci merci beaucoup je me permets de demander à un glenda de compléter je pense que dans le travail que vous effectuez l'ocde vous avez certainement une vision complémentaire parce que vous travaillez avec plusieurs pays mais aussi probablement une méthodologie une approche un peu différente du sujet

Glenda Quintini, Senior Economist à l'OCDE

tout à fait un merci beaucoup comme la vie d'achille thomas jerry louis gallois a déjà dit beaucoup de choses et gilles en a rajouté donc il me j'espère pouvoir être plus braire que je vais prévu est donc en premier merci beaucoup apprécié d'être ici avec vous et d'apporter le point de ses yeux et à l'ocde pour évaluer si on les aime faire que de la transition écologique à sion même pas en utilisant un modèle de type équilibre général donc en fait on compte donc deux opérations à ses trois enfants les changements entre secteurs les régions l'élément géographique ainsi que cinq catégories de travailleurs pour avoir l'internet sans condition qu'elle allait distribuer type et cette analyse nous permet effectivement d'identifier déjà quelques clics de travailleurs sans mais plus vulnérables soient pas la mise en place de sa politique climatique énergétique elle sachant que comme salis déjà les travailleurs qui perdent leur emploi sont pas forcément en mesure d'occuper les emplois qui sont créés et donc il ya effectivement les travailleurs ne sont pas interchangeables donc cette étape nous permis après aussi de considérer les politiques d'éducation de formation c'est ce qui fait surtout mon âme on y est mais aussi les politiques de redistribution qui veut voir compagne et donc les mutations sont associés aux objectifs de croissance verte alors en général en dépit d'un parc assez importantes comme l'ont déjà dit les deux intervenants précédents de la décarbonisation sur l'emploi globalement on considère quand même qu'il y aura un effet positif mais assez qui reste assez faible mais positif donc au mois quand on prend un scénario avec des objectifs qui ne sont pas très très ambitieux et quand on considère que les recettes fiscales sont utilisés après pour pour réduire les taux d'imposition sûr les revenus du travail donc un général ce scénario dans notre modèle qui a le scénario central on appelle prévoit une taxe carbone de 50 dollars par tonne d'émission et après elle prévoir que on réutilise le son la lai le revenu qui est connecté à internet la taxe carbone pour réduire l'impôt soir lors d'un assaut contexte ona vous vous donner des chiffres 11 millions d'emplois créés ce qui fait 0 point 4 % de l'emploi global est à l'opposé il ya des destructions d'emplois qui sont à peu près de dix millions dix millions cinq cent dix donc on est vraiment presque à l'équilibré avec une faible 1 faible et c'est positif donc toutefois on a des éléments de disons de réglisse prometie important on voit qu'il ya des grosses différences entre les régions par exemple parce que la structure économique à initial est très différente et ceux qui souffrent le plus ce scénario c'est les pays dans la structure économique est dominé par deux grands les grands secteurs de qandil le fossile et est donc ces secteurs la voie c est comme ses filles à avoir des réaffectations d'un poids beaucoup plus importante et donc ceux qui sont les plus affectés sont les travailleurs des secteurs d'approvisionnement d'énergie des industries à forte intensité énergétique et ceux qui sont les moins affectés sont ceux qui sont dans les secteurs effectivement qui sont stimulées par la politique arcambal et les énergies renouvelables elle pour l'ensemble on voit effectivement que les plus touchés c'est malheureusement on voit aussi dans d'autres transitions conférence digital par exemple numérique ça laissait les travailleurs les moins qualifiés ils sont affectés parce qu'ils sont effectivement plus souvent employés dans les secteurs que je viens je viens de mentionner qu'ils sont les secteurs les plus touchés et en plus ils sont comme on l'a déjà dit avant et ils n'ont pas forcément les compétences requises et pour les emplois qui sont créés on estime par exemple c'est d'autres estimations la saga du modèle mais ça vient de l'agence

internationale de l'énergie que la grande majorité des emplois créés par la transition écologique des emplois ou qualifiés donc effectivement se voir les fans n'ont pas détruit station souvent parmi les catégories assez vulnérable et des travailleurs qualifiés vincent c'est compliqué de les faire après faciliter la transition vers les emplois créés et qui sont très hautement qualifiés ce qui gagne par contre c'est souvent ceux qui travaillent dans ce service saison que les cadres et les fonctionnaires qui sont généralement plus avantagés sont moins touchés et par yara moins dans les secteurs les plus affectés et en plus haï de peuvent bénéficier effectivement des de faire un dispositif de la réduction de l'impôt sur les questions de la distribution je pense sont ils ne deviennent encore plus important tout en prenant des hypothèses plus ambitieuse donc comme je vous disais ce que je viens faire un scénario moyen maison centrale en appel mais il ya des salariés plus ambitieux dont des taxes carbone élevé par exemple des façons aux à mélange de politique à la taxe carbone et régulation par exemple et des différentes façons d'après dorée distribuer le revenu est en effet ce qu'on observe c'est que les catégories de plus vulnérables deviennent négativement impactés à des niveaux relativement faible d'intervention donc pour les autres plus on intervient plus on est ambitieux effectivement plus la taxe tellement élevé par exemple plus l'effet que pourrait devenir négative mais pour les qualifier ça se produit assez vite à lison et pour conclure je voulais aussi alors je lui parle de cet effet un vrai dispositif sur lequel on doit travailler avec les politiques pou pou martre isolement pour contrer ils ont eu ce que je fais à le céder certainement les politiques de formation mais aussi stationnaire sur gaulois les politiques qui nous permettent de prévoir à l'avancé quelles vont être les changements et donc de mettre en place des politiques adaptées mais ce qui est important c'est aussi de réfléchir au ppc et ses effets redistributifs peur rendre plus difficile la clau natation de ces politiques donc c'est important de les considérer pas seulement pour des raisons d'équité mais aussi pour la visibilité en fait et je m'arrête ici car je sais qu'on est très très en retard merci beaucoup

[Modérateur] merci à tous de l'attention que vous portez au respect du timing c'est vraiment merci merci pour cette mise en perspective aussi et et notamment sur l'impact par rapport aux profils les plus qualifiés ou les plus éloignés vous avez aussi mentionné l'impact en lien avec le numérique a été mentionné plusieurs fois et j'en profite j'en profite pour mentionner que ces états généraux concerne bien la transition écologique et numérique donc nous sommes dans la logique d'associer les deux sujets je remercie je voulais demander à monsieur hibernent qui travaille à la commission européenne franck de nous apporter votre vision donc sur bien sur ce sujet de la transition écologique et dans toutes les politiques qui sont discutées le green deal est donc ce lien entre transition écologique inclusion et emploi comment est il traité aux niveaux nationaux mission européenne quelle vision avez-vous sur ce point

Frank Siebern-Thomas, chef de l'unité Transition écologique et numérique équitable à la Commission Européenne

d'accord merci beaucoup merci beaucoup pour cette invitation salander participer je vais je ne peux que soutenir beaucoup de points de vue de position qui était déjà évoquée je vais essayer de de contribuer avec un angle spécifique de du niveau européen des actions de notre côté c'était juste pour dire que dès le début que le message principal c'est que la commission définit on regarde les transitions de justes et transition écologique numérique juste comme une des grandes priorités de cette commission s'est inscrit dans le programme travailler dans le pacbi et qui est présenté comme un défi générationnel s'était vanté d'avoir avant et le green deal était présentée comme la nouvelle stratégie de croissance de l'union européenne donc qui prévoit avec ce monsieur gallois a évoqué de combiner jeu par les deux approches une approche de d'innovation et de prise en compte aussi des effets sur l'emploi et sociétal donc de ce point de vue la commission partage les points qui étaient qui était évoqué que la transition ne peut réussir que les justes et inclusives dans le vice-président exécutif quand il a présenté le la loi climat il ya inscrire la neutralité de carbone en 2050 et l'objectif de réduire les émissions de -55% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990 quand il a défendu ses propositions au parlement il a dix sept en anglais il a dit des strangers me just dance just by night ainsi donc cette zone des éléments clés qu'il faut prendre en compte et en réponse à ces conditions accru par rapport à 2030 la commission a présenté le 14 juillet de cette année c'est en fait un paquet dix huit fois festif live pareil pour 55 c'est un grand paquet législatif qui essaie de se mettre en place des incitations financières de des stands à renforcer mais aussi des des objectifs comme plus contraignant au niveau européen est à suivre dans les pays membres pour pour réussir cette transition et pour aller notamment la première phase de cette transition d'ici 2030 ce paquet comprend des mesures dans plusieurs secteurs tels que l'efficacité énergétique le commerce des titres certificat le prix de 11 ans les prix carbone taxe sur l'énergie les standards émissions des véhicules et les infrastructures de points de recharge pour l'écran mobilité mais aussi ce que monsieur encore d'al wahda mentionné des mesures pour nivellé de dire la compétition et créant faire le relais entre entreprises donc pour rajouter un prix à des produits importés qui ne sera pas sujet aux mêmes aux mêmes critères ayant dit cela il est clair que les questions de ce colloque le dire à anticiper renforcer les compétences qualification pour accompagner ces transitions sont essentiels elles sont essentielles aussi pour la transition soient justes et inclusives comble des 10 et ils sont elles sont d'autant plus dans un contexte actuel ou envoient des signaux plus fréquent aussi de pénurie de main d'oeuvre qualifiée dans certaines régions et certains secteurs notamment dans des secteurs qui sont clés pour la transition comme la construction et l'économie circulaire qui était déjà mon sony avant donc ayant dit cela je vais peut-être ajouter dans l'intérêt du temps de façon très très court trois aspects les résultats de nos analyses les instruments financiers et quelques initiatives récentes donc en ce qui concerne les analyses on travaille avec plusieurs organisations dont notamment le notamment le centre commun de recherche de la commission même qui se trouve à ispra dans le nord l'italie et à séville en espagne là ils font les modélisations climatiques et estiment aussi les impacts sur l'emploi et sur les mène sur le pouvoir d'achat des ménages et tout ceci est repris dans les analyses d'impact pour les

projets les initiatives que je viens de mentionner donc là peut-être en résultat a cité dans les études spinetta qu'on les appelle c'est le peut-être pas contester aujourd'hui dans ce débat heureusement c'est l'inaction n'est pas une option dès les coûts de l'inaction de ne pas réagir de ne pas combattre le changement climatique ce sera beaucoup plus élevés que les coûts de l'action même et c'est cool à leur train notamment les populations déjà les plus vulnérables qui sont de moi aussi le plus démunis pour se protéger contre ces événements ça c'est dans leurs estimations et montre que l'inaction mènerait à des pertes de richesse de deux mois de jusqu'à 4 5% du PIB annuellement dans des régions comme l'Europe du sud et l'Europe du sud est donc cette inaction aussi où là le manque de coordination d'actions pourrait aussi accroître des divergences à l'intérieur non évidemment très problématique en ce qui concerne les effets sur l'emploi je crois je peux souligner ce que la collègue décédée a dit on travaille avec le même genre de modèle des scénarios qui montre que le solde net attendu de 2030 peut être de l'ordre de jusqu'à un million d'emplois par rapport à une baisse là une évolution sans ce genre de politique et jusqu'à 2050 peut-être plus grand mais avec les changements et les besoins de réajustement qui ont été décrits par tous les autres intervenants ce qui est le vrai défi de cette transition je suis d'accord la perte emplois est prévue dans les secteurs mentionnés comme les industries extractives et les industries à forte intensité énergétique les restructurations dans les secteurs comme l'automobile et les chaînes valeur et associés et pour réussir la transition délecte l'électromobilité et les gains d'emplois sont attendues dans les secteurs mentionnés comme et services la construction notamment l'économie circulaire mais aussi la production d'électricité à tous les niveaux y compris en partie à des niveaux locaux et peut-être une remarque sur le lin pacte sur la qualité des emplois là nos analyses avec leurs fans à Dublin montre qu'il ya de l'espoir que la transition écologique favorise plus que les tendances générales la création d'emplois de deux personnes avec qualification professionnelle de niveau moyen mais aussi de salaire moyen notamment dans les secteurs de la construction ce qui irait à l'encontre de la polarisation des marchés du travail dans beaucoup de pays membres de l'union européenne du côté de l'économie circulaire en notant que la ya un défi concernant la qualité de l'emploi les standards de santé et sécurité au travail parce que actuellement les secteurs dans ce secteur sans parfois dans le bon dans le traitement des déchets notamment et le recyclage parfois des secteurs les plus à risque que d'autres et dernièrement je voudrais dire que nos analyses montrent aussi les risques ou les effets distributifs cet angle end à parler les risques pauvreté énergétique aujourd'hui déjà plus de 30 millions d'Européens sont à risque de pauvreté énergétique c'est un problème structurel qui ne va créer au moc et bien sûr pas la transition écologique la transition doit avoir l'effet inverse mais il ya aussi le risque de comme des prix augmenteront dans une première phase la transition au moins que plus de ménages seraient à risque de pauvreté énergétique pauvreté de mobilité et des investissements sociaux sont nécessaires dans ce contexte ce que nous notons dans tout mon analyse c'est que les effets sont pas données d'avant ça dépend du choix des politiques au niveau à tous les niveaux national européen et autres et donc des politiques mentionné de qualification marché travail mais aussi le vôtre distribution sont clés ici ayant dit cela peut-être venir vite au deuxième point de financement l'union européenne prévoit un nombre de soutiens notamment la facilité pour la reprise et la résilience qui donne plus de 700 milliards d'euros aujourd'hui un instrument unique et les pays membres sur base de leurs plans nationaux peuvent utiliser ces d'argent à

ses moyens pour accompagner la transition y compris pour renforcer les qualifications et les investissements sociaux dont nous allons parler ceci va en plus des instruments qui existait avant que le front social européen le fédère et autres via le fonds de transition juste pour la danse qui concerne la dimension régionale aide les régions et aussi à créer des emplois dans les régions concernées par les de géographie ya aussi un soutien spécial pour les régions les plus affectées par la clôture d'élite et des mines et autres et autres secteurs et il ya la proposition dans le paquet fitch réflexif avec de nouveaux fonds social pour le climat qui aidera notamment des ménages et les entreprises qui sont affectés par l'introduction d'un prix de carbone comme tel qu'il a été proposé dans les secteurs de la construction et du transport et je voudrais comme monsieur gallois a mentionné le le contexte recherche mentionné qu'il ya aussi dans le programme de recherche et l'innovation de la commission rise up plusieurs actions qui sont financés pour analyser l'impact l'innovation sociale pour vendre la troisième que juste etc je veux mentionner qu'il ya notamment deux missions comme on l'appelle des idées des projets de recherche qui vise à aider très spécifiquement jusqu'à 100 région où jusqu'à 200 villes en europe de devenir neutre en carbone d'ici 2030 donc l'âge appel à tous les acteurs présents acteurs ont observé aussi de s'impliquer c'est le c'est l'opportunité qu'offre c'est toul et filles un peu trop non désolé mais aussi mentionner un instrument que la présidente la commission a proposé lors de son discours sur l'état de l'union en 9 septembre il s'appelle alma a brillé ces anglais pour dire orientation apprentissage maîtrise réussite et c'est un programme que la commission mettre en place notamment pour aider ceux qui sont en marge du travail des marchés du travail entre 18 et 30 ans et les aider à avoir une expérience à l'étranger superviser un séjour de deux à six mois dans un autre pays de l'union européenne et après de les réinsérer dans le marché national du travail et national et pour les accompagner dans cette étape dernièrement conclusion j'aimerais conclure sur ceux ci il ya plein de désactive en cours notamment aujourd'hui peut-être maintenant la comédie est en train d'adopter le plus grand paquet social d'autres d'initiatives sociales de cette année ci qui comprend des actions d'intérêt de court pour vous autrement plan d'action pour l'économie sociale en europe proposition de directive sur les conditions de travail des travailleurs des plateformes une initiative sur les comptes personnels de formation au niveau s'inspire de l'expérience la bonne expérience au niveau français est une initiative sur les micro qualification aussi pour établir des standards minimums et assurer la qualité là transparence de ces micro qualification pour aider la transition et de restructuration avec des projets très concrets et des instants très concret et toute dernière remarque la semaine prochaine il ya un autre paquet le second paquet du volet du package vitres fixes qui fight avec une série de mesures et ce paquet inclura une mesure sur laquelle nous avons travaillé à la dg emploi ce sera une proposition de recommandation du conseil concernant les politiques nécessaires pour assurer une transition juste au niveau national donc la commission a été demandé de développer des lignes directrices pour les états membres pour s'assurer à ce que les pays fassent les choix nécessaires de la politique d'emploi de formation de qualification d'accès aux services essentiels pour garantir une telle transition juste et aussi pour impliquer tous les acteurs partenaires sociaux acteurs du terrain qui sera 100 local et société civile dans cette anticipation des effets la mise en oeuvre parce que nous pensons que cette transition ne peut réussir que si tout le monde est impliqué dès le début et durant la transition pour aussi ajuster assurer les effets et avec ceci tout ceci sera négocié dès l'année prochaine sous



présidence française du conseil européen résolution d'avancé débat merci beaucoup d'avoir été un peu trop

[Modérateur] merci à vous est vrai qu'il ya tellement de d'actions qui sont en cours qu'il est difficile de ne pas vous permettre de tout présenté ce qui existe en essaiera bien sûr de restituer l'ensemble des supports et ressources complicité pendant le colloque aussi sur sur le site web pour que vous puissiez retrouver tous ces éléments pour les personnes qui nous écoutent je voudrais proposer à manama suite de conclure cette table ronde prenez la parole en dernier et donc de de nous donner votre opinion sur bébé qui a été présentée jusqu'à maintenant et notamment avec probablement votre point de vue particulier sur la qualité de l'emploi qui est un terme que nous avons choisi de mettre dans le thème de cette table ronde est donc merci france

Lucie Schmid, vice-présidente de La Fabrique Ecologique

merci beaucoup merci de cette invitation qui me fait très plaisir et je suis aussi ravi d'être physiquement présent tu sais tu pas possible pour tout le monde mais c'est vrai qu'un échange ça sera intéressant moi je voulais repartir de ce qu'a dit le président d'emmaüs pour introduire cette table ronde face au colloque en disant que c'est peut-être un compagnon chiffonniers qui avait au fond suscité le fait à emmaüs de s'intéresser à cette question du recyclage de l'économie circulaire et observer que c'est à partir au fond de ce qu'a trouvé ce qu'avait suggéré un anonyme avec une formation professionnelle à savoir faire qui lui était propre que ensuite les choses ont grandi se sont organisés et ont pris aujourd'hui une ampleur telle que l'économie circulaire est devenu l'un des points essentiels au niveau européen voire au niveau mondial sur lequel s'organise la question de repenser l'économie et la question sociale je crois que ça nous montre combien le raisonnement lorsqu'il s'agit d'imaginer une transition écologique inclusive sociale donc non excluante mais qui invite à repenser l'avenir est une chose sur laquelle nous n'avons pas toutes les clés je tiens à le dire c'est à dire que ça est ressorti de ce qu'ont dit les intervenants précédemment nous sommes un peu à tâtons lorsqu'il s'agit d'imaginer au fond les créations d'emplois avec les modèles qui tourne mais au fond il y a quelque chose aussi qui ressort c'est que dans la certitude notre tâtonnements il y a aussi une grande confiance à faire dans la capacité de créativité la capacité d'humanité qui est la nôtre pourquoi parce que on dit souvent que l'écologie est transversal qu'elle existe à l'ensemble des échelles on l'a vu d'ailleurs dans l'ensemble de nos interventions il faut à la fois penser la question mondiale européennes nationales et locales et par rapport à ce que disait louis goulouis gallois sur les deux modèles de transition écologique à imaginer et je crois que la question est surtout qu'il ne faut pas s'imaginer que le local l'emportent sur le global ne faut pas non plus ignorer les contradictions qui existent entre la transition numérique la transition écologique le numérique nous met dans l'abstraction dans la virtualité et dans la technologie avec parfois les limites de la technologie que nous avons vu ce matin l'écologie nous invite à nous rien ancré à atterrir et à retrouver à la fois le sens de la nature et le sens de notre corps de notre finitude à relativiser ce que nous sommes donc articulé la transition écologique et la transition numérique ça ne se fera pas de soi et c'est aussi quelque chose un message que je voulais faire souvent ils sont associés dans nos programmes parce que ce sont des éléments d'investissement très importants et des éléments qui permettent de penser la perspective mais la transition écologique n'est pas la transition numérique et la transition numérique n'est pas forcément quelque chose qui va dans le sens de l'écologie aujourd'hui toute la réflexion sur le numérique durable nous le montre d'ailleurs troisième point effectivement sur lequel natalie vous invitiez à m'exprimer la question évidemment de la qualité des emplois je crois qu'aujourd'hui l'enjeu sur la qualité des emplois dits sensis comme on dit à l'organisation internationale du travail qui a beaucoup travaillé justement sur la façon dont on doit articuler l'emploi vert et la question de garantir aux travailleurs des conditions des droits sociaux à salaire décent une retraite qui existent et aussi le fait de s'intéresser à l'ensemble des échelles c'est à dire à ne pas penser seulement aux emplois décents dans le nord mais aussi imaginer comment déjà l'autre la transformation le changement climatique

suppriment des emplois et empêche des personnes de travailler et même tout simplement de vivre au sud on a calculé que je crois que c'est 80 millions d'emplois mais ce sont des approches très théoriques ont été supprimés dans les pays du sud à cause des dérèglements climatiques des sécheresses des inondations etc donc tout ça c'est quelque chose évidemment qui est un angle de réflexion essentielle au moment comme l'a dit gilles de margerie comme l'a dit également louis gallois au fond créer des emplois verts sait se remettre dans une approche keynésienne ou le green deal le pacte vert comme il est porté à l'échelle européenne ou le plan de relance qui existe dans nos pays ou qui existe aux états unis dans les pays occidentaux les plans de relance n'existe pas dans les pays du sud donc tout l'enjeu c'est aussi comment est ce qu'on répartira la manne financière liée à la transition écologique et je vous rappelle qu'à la coop 26 a été un des points de clivage très important entre le nord et le sud parce que la demande financière n'arrive pas à aboutir à partir de là la question des emplois juste est quelque chose qui nous invite à réfléchir à la répartition fond à ce que nous voulons faire de nos vies la question du travail le travail que quelle place occupe-t-il dans notre vie comment est il rémunéré est ce qu'il ne faut pas remplir encourager aussi je le rappelle c'est un des points importants de réflexion des écologistes le revenu universel d'existence certains chercheurs comme sophie soit en ont réfléchi aux revenus de transition écologique juste des mères en france des mères écologistes et de gauche ont porté l'idée qu'il faudrait peut-être plutôt que payer les gens enfin avoir des allocations chômage au fonds consacré une partie des allocations chômage à de la création d'emplois écologique de proximité donc toutes ces propositions si elles sont sur la table c'est parce qu'elle invite à réfléchir la question de l'emploi différemment avec l'idée qu'au fond lorsqu'on considère qu'un emploi sera créée parce qu'un secteur va se transformer on ne prend peut-être pas suffisamment en considération le fait que si on a une transition écologique il faudra peut-être des emplois différents plus d'emplois dans certains secteurs et peut-être que la question de leur rémunération se posera différemment si nous réfléchissions à des enjeux de comment j'organise ma vie est ce que nous relativise rompt pas davantage la place de l'argent c'est facile à dire lorsqu'on gagne bien sa vie c'est beaucoup plus difficile à dire lorsqu'on ne sait pas on n'a pas assez d'argent pour faire son plein d'essence et donc tout l'enjeu autour de cette question de la transition juste c'est évidemment de repenser l'enjeu des inégalités thèmes dont je trouve qu'il est aujourd'hui fâcheusement absent du débat politique au profit sans doute de questions sociétales intéressante mais qui me semble être un vous le savez la pandémie a accentué les inégalités nous le savons à l'ensemble sur un ensemble de sujets les questions scolaires les questions de logement les question évidemment d'accès aux revenus donc comment est ce que au fond la transition juste existe aujourd'hui je crois qu'elle n'existe pas hors des discours et que c'est devenu une sorte vous savez de balancement des phrases lorsqu'on réfléchit chier à l'écologie il faut le dire dans un esprit de justice sociale mais la convention citoyenne pour le climat récemment montré que elle n'avait il y avait une vraie asymétrie de réflexion entre la façon dont on pensait les questions environnementales et les questions de justice sociale on ne sait pas en fait articuler les deux choses aujourd'hui je crois que c'est devant nous et il me semble que sur ces questions là la question de la collaboration entre acteurs qui a été envisagée par l'ensemble des intervenants est quelque chose de fondamental au fond il n'y a pas de sachants et d'ignorants sur les questions écologiques il y a a croisé l'ensemble des expériences c'est ce que vous faites d'ailleurs je crois est aussi à trouver un langage commun

parce que ce qui me frappe lorsqu'on on s'écoute vous savez c'est que entre le langage qui peut être celui quelque part des rapports administratifs ou des prévisions macroéconomiques sur l'emploi et le langage qui existent lorsqu'on décrit son expérience individuelle de travail satisfaisant ou non ou ses difficultés de vie il y a il y a un problème d'univers parallèles comment allons-nous trouver ce langage commun pour parler d'écologie au sens à la fois sociale qui donne une perspective à l'ensemble de l'humanité et puis très concrets sans se payer de discours je crois que c'est quelque chose qui est qui est devant nous et il me semble que là dessus nous qui sommes au nord et qui nous occupons évidemment de résoudre de la question des inégalités nous devons aussi savoir écouter les pays du sud qui peut-être ont des choses à nous apprendre de manière très concrète sur cette façon dont leur emploi reste aujourd'hui plus articulée à leur environnement à la question de la nature je voudrais terminer en disant une chose c'est que par ailleurs la migration des pays du sud ne cesse de s'accroître avec des enjeux d'inhumanité très grave elle illustre aussi le fait qu'aujourd'hui la question des emplois parce qu'au fond migrants climatiques migrants économiques se mêlent la question des emplois est posée à l'échelle planétaire et que nous devons réfléchir à ces enjeux là sans égoïsme

[Modérateur] merci très bien merci beaucoup je n'aurais malheureusement pas la possibilité de faire réagir les intervenants comme c'était prévu compte tenu des délais je tiens à tous vous remercier pour la complémentarité de vos apports je veux souligner aussi à quel point chacun a tenté de vraiment mettre en perspective le sur la question qui était réellement posée c'est à dire l'impact de la transition écologique au global mais aussi sur son impact sur les plus fragilisées et sur la qualité de l'emploi on a vraiment eu une grande diversité d'apport donc je n'ose même pas faire une conclusion tellement nous avons eu deux d'abord intéressant et complémentaires mais je vous remercie tous vraiment chaleureusement et je passe la main à notre seconde table ronde sur les impacts économiques possibles avec la transition écologique inclusive voilà un grand merci à tous

2) Comment développer les opportunités économiques et sociales liées à la transition écologique inclusive ?

Camille Putois, directrice générale Business for Inclusive Growth (B4IG)

[Modérateur] Bonjour à tous et bienvenue à cette deuxième table ronde comment développer les opportunités économiques et sociales liées à la transition écologique donc j'ai cinq intervenants autour de bonfim trop autour de moi et deux autres en zoom donc nous avons qu'ami de camille toutefois pour business for une plus grosse à ma droite sébastien darrigrand que je ne pense pas votre nom de li bai sse ian fradin de emmaüs france et en vous m'entendez pas voilà document rapprocher micro bon sans masque et je me rapproche micro donc ça ira et en zoom gilles vermot desroches pour le medef et les jours sony fait pour laisser 3d nous allons commencer avec vous un camille putois donc vous êtes directrice générale de business for inclusive grosse une coalition de 35 multinationales qui s'engagent dans la lutte contre les inégalités dans le travail et qui a été créé en 2019 donc qui quand même très récente je vous laisse la parole merci beaucoup excusez moi

[Camille Putois] merci beaucoup merci beaucoup de m'avoir invité il ya travers moins d'avoir de donner la parole à cette coalition de grandes entreprises multinationales majorité d'entreprises européennes est de plus en plus d'entreprises américaines japonaises qui travaille avec le cd e et un certain nombre d'organisations internationales les gouvernements au niveau j'ai cette commission européenne etc pour développer d'une façon de faire du business plus inclusif je dis bien de faire du business c'est à dire on est vraiment dans le s'agit de changer la manière dont les entreprises opèrent non pas de compenser par des actions de pro bono est vraiment changé la manière dont les entreprises opèrent et donc on travaille à la fois sur le sujet droits de l'homme tout ce qui est diversité inclusion formation chaîne de valeur achats etc voilà rapidement et donc en fait en train en réfléchissant et en essayant de répondre aux enjeux qui sont soulevées à l'occasion de ce colloque je me suis dit que ce qui était intéressant c'est ici de faire part notamment du point de vue entreprises alors après il y aura d'autres interventions et je pense que gilles vermot desroches jeudi dans l'électrique parti prendra aussi ce point de vue et est ce que je voulais indiqué c'est que les choses sont en train de bouger très vite et dans le bon sens il ya encore énormément de travail bien sûr mais je trouve qu'il ya quelques signes récents qui sont intéressantes même si on peut rester un petit peu frustré mais je pense que on est dans la bonne direction on parle de transition écologique et on a vu récemment beaucoup d'entreprises mondiales prendre des engagements en termes de transition écologique les engagements sur leur engagement climat beaucoup d'engagement m o pour contribuer à limiter l'ampleur du réchauffement climatique et ce qui nous ce qui est important c'est ce qui nous a paru très important sur la coalition dès le début avant les entreprises membres

cécile unilever c'est un homme c'est schneider electrics et l'oréal rigaud hitachi microsoft et c'est ce qui nous a paru très important c'est d'anticiper c'est à dire lorsque l'on elle conçoit une politique climatique lorsqu'on commence à la mettre en oeuvre c'est tout de suite dans la conception des équipements d'une entreprise d'intégrer l'impact social et c'est pas du tout alors c'est pas du tout évident c'est à dire qu'au niveau macro effectivement c'est quelque chose qui est bien entendu tout à fait traité par les gouvernements par les branches professionnelles etc mais ensuite qu'une entreprise lorsqu'elle développe sa stratégie qui m'a intégré dès l'origine l'impact social de sa stratégie climat c'est quelque chose qui n'était pas forcément systématique et mais qui doit l'être et qui commence à le devenir je vais prendre je vais revenir sur les engagements nets 0 qui ont été pris notamment l'occasion de la coop 26 par de très nombreuses entreprises on a eu beaucoup d'engagement de ce genre très très bien et puis peu à peu on a vu émerger et prendre de la substance le concept de transition juste qui était jusqu'à présent un concept un peu fourre tout et ce qui est importé ce qu'on voit apparaître c'est dans certains stratégique il m'a présenté par les entreprises une approche systématique c'est à dire et nous on a essayé on essaie de définir de manière très précise que c'est que cette approche systématique de l'impact social d'une stratégie climat pour une entreprise ça veut dire quoi ça veut dire donc dans la conception j'anticipe l'impact social de ma paume de ma stratégie climat j'ai anticipé l'impact sur l'ensemble de l'ue parties prenantes donc naturellement les salariés mais aussi les communautés communautés locales qui se commet la vue ça a été dit à plusieurs reprises tout à l'heure l'impact de la transition écologique va être très concentrés géographiquement industriellement pour certaines catégories de salariés de travailleurs et certaines certaines régions il peut être très très très violent donc anticiper sa anticiper l'impact sur l'ensemble des parties prenantes associer les salariés et ses parties prenantes à cette analyse extrêmement important donc nous c'est une coalition mondiale dont il ya des pays où il n'y a pas forcément de syndicats forts il ya d'autres moyens de représentation et il faut les il faut les prendre les prendre en compte et ensuite mesuré l'impact donc tout ça ça veut dire des indicateurs c'est à dire c'est pas simplement dans mon dans ma stratégique l'image dit que je vais prendre en compte l'impact social c'est des indicateurs et c'est là où je dis qu'il ya des choses intéressantes qui commence à se passer c'est à dire que au niveau mondial il ya un certain nombre de framework qui commencent à émerger qui sont extrêmement intéressants et qui comporte des indicateurs précis pour anticiper et poursuivre l'impact social de la stratégie climat des entreprises donc nous on n'y a contribué naturellement la sortie 8 indicateur mais y en a d'autres il table lui biais par exemple qui en a sorti il ya climax climb me sens donc à naples 2-3 organisation mondiale qui on commence à travailler là dessus qu'ils sortent des indicateurs très précis et tout l'enjeu bien entendu maintenant sur ces indicateurs c'est plus en plus d'entreprises les adot donc anticiper suivre dans les parties prenantes ya aussi les consommateurs c'est à dire que lorsque une stratégie climat a un impact sur la base clients et que par exemple elle rend un produit inaccessible aux clients qui vont à bas revenus c'est quelque chose d'important tu naturellement quelque chose ok maintenant les responsables politiques sont attentifs et on sait que le mouvement des gilets jaunes a eu un impact bien au-delà de nos frontières mais c'est aussi un impact dont les entreprises sont conscientes de plus en plus conscientes et qu'elles doivent prendre en compte et puis ces indicateurs doivent aussi avoir un oeil particulier il doit y avoir des indicateurs spécifiques sur les personnes poursuivies l'impact sur les

personnes en situation de vulnérabilité au sein de l'entreprise c'est à dire les personnes qui sont peu qualifiés moyennement qualifiés on a indiqué tout à l'heure que ce soit la transition écologique du digital aurait un impact disproportionné sur ces catégories de population donc il faut les suivre et c'est par des grandes c'est pas des grandes déclarations s'il faut mettre en place des indicateurs et il faut ensuite les utiliser pour pouvoir

Gilles Vermot Desroches, vice-président citoyenneté et affaires institutionnelles chez Schneider Electric et leader du French Business Climate Pledge au MEDEF

[Modérateur] donc maintenant je vais laisser la parole à gilles vermot desroches donc fait vermot desroches représente le medef il est donc j'y vais en faire modération que je ne vous voit pas mais j'espère que vous êtes là vous êtes co président de la commission jeunesse et coordination et au medef est aussi au medef coordinateur du french business match plein vous êtes aussi directeur de la citoyenneté chez schneider electric est membre du césér peut être encore avec d'autres casquettes mais j'arrêterai pour celle ci donc je vous laisse la parole

[Gilles Vermot Desroches] écouter merci beaucoup pour pour cette initiative moi je retiens une chose des as you l'initiative cette mobilisation de tous ses acteurs cet engagement d'emmaüs au milieu de ces acteurs me paraissent quelque chose qu'il faut saluer on a beaucoup parlé du dialogue parties prenantes jusqu'à maintenant je pense qu'on arrive à un moment charnière de long de l'ensemble de ces gens jeu où il est plus question d'alliance y compris avec des acteurs très différents et il me semble que même si un colloque reste un colloque il porte dans ces germes quelque chose qui est plus qu'un dialogue mais de nature à penser à réfléchir différemment avec des acteurs différents le deuxième sujet c'est que je trouve que c'est vrai qu'il ya un balancement dans notre discussion depuis ce matin entre à la fois le local et le mondial le mondial camille il vient de bien de montrer une logique mondiale je pense que les deux sont d'ailleurs très très imbriqué même si elle se porte assez différemment je trouve que très récemment dans nos entreprises peut-être trop tard mais aussi à manier au niveau global au milieu de tous les acteurs avec l'émergence comme ça a été dit plusieurs fois de ce concept de la juste transition c'est dire économique et social on comprend bien que d'une part c'est bien de faire en sorte que la planète soit pas une poêle à frire mais si c'est pour en faire une cocotte-minute il n'y a pas beaucoup d'intérêt et que donc ces deux sujets sont à travailler ensemble et il me semble qu'on avance encore un peu plus aujourd'hui pour se dire qu'ils sont pas à travailler ensemble de manière de manière parallèle mais qui sont très imbriquées si on a une vision mondiale de la question on peut se dire que on ne réussira jamais le net 0 de nos entreprises on ne réussira jamais c'est enjeux climatiques qui l'affaire du siècle pour rester en dessous de 1 degré 5 de changements de la température si on respecte pas les droits de l'homme par exemple parce qu'au fond ce non respect des droits de l'homme ce non respect du travail décent ce non-respect d'un niveau acceptable de salaire ce non combat de tout moment contre le travail des enfants vient profondément changé les chaînes de valeur vient profondément rendre complexe les questions de localisation les questions de compétition internationale et si on ne travaille pas sur ce sujet là en même temps que les enjeux par exemple de donner un prix au carbone aux frontières de l'europe où d'autres logiques aux frontières d'autres continents on arrivera ni au premier challenge ni au deuxième et donc j'ai envie de dire qu'il ya là un impératif à ses centrales de m ces deux enjeux en jeu ensemble et de toujours au fond porté la question de l'inclusion comme étant aussi une des solutions ou en tous les cas la clé de ce que l'on fera

sur les enjeux de climat quand on arrive à la question française moi je prends toujours un exemple je représente ici le medef et cette mobilisation à la fois sur le développement durable est à la fois sur la jeunesse et puis d'autres types de cotisation mais au fond moi je suis comme ça a été rappelé un acteur de schneider electric j'avais jeté d'eric cette entreprise qui arrive cette année à être à la fois l'entreprise connue la plus développement durable dans un des indices assez réputés voilà c'est mettre la fin de l'année donc je peux encore le dire une des dernières fois et en même temps d'avoir un coup à une performance économique et boursière très saluée donc on peut faire les deux et au fond cette entreprise de mais cette stratégie sa stratégie sur comment on aide une usine à quartier un bâtiment maison à être plus efficient à être à la fois producteur d'énergie consommateurs et comment au fond quand on pense la maison de demain on a intégré le véhicule électrique sa batterie les panneaux solaires d'autres générations énergétique sa consommation pour une démarche intelligente qui permet à la fois d'avoir plus de groupes de confort plus de sécurité évidemment aller vers l'électrique pour l'ensemble des usages puisque c'est le seul la seule énergie qui permettra de complètement décarbonés l'énergie etc etc mais quel intérêt de faire tout ça si à la porte d'entrée de toutes ces maisons de demain dans un carton un pauvre bien dormir on voit bien que c'est pas durable quoi donc on voit bien que à l'échelle des entreprises ne pas s'occuper de cette question sociétale de l'inclusion la pauvreté à la fois est une erreur de responsabilité et à la fois probablement un mauvais un mauvais coup fait à son futur parce que le futur de tous ne peut se penser que si la société se construit de manière de deux manières durera donc il me semble que qu'on ait une vision mondiale et singulièrement sur les enjeux des droits de l'homme et donc des manières de de travailler avec ses fournisseurs d'organiser sa chaîne de valeur ou qu'on ait une vision par exemple dans l'ocde et particulièrement en france la question de porter des enjeux d'inclusion et clé dans cette question là il me semble qu'il ya eu une deuxième question qui est encore plus clé au moment où on se parle que la question de la jeunesse ya jamais eu autant de jeunes sur la planète avec lumières de 1,8 milliard parce que c'est l'immense croissance de la population dix à vingt ans peut être qu'on aura moins dans l'avenir et cette jeunesse il se trouve qu'elle qu'elle arrive aux contours du moment où free sa vie ou son avenir on a un travail malheureusement beaucoup de ces jeunes n'ont pas de formation dans le monde plus de 300 millions sont ce qu'on appelle net et malheureusement on n'a pas su faire avec les pays en développement les transferts de formation suffisant de compétences pour faire accélérer davantage les métiers le développement etc au fond c'est un tout quand on parle de migration quand on parle des emplois locaux quand on prend donc il me semble que la transition ne se fera pas sans que en forme massivement les jeunes des pays pauvres et qu'on soit attentifs à leur avenir à la fois pour que certains restent dans des zones rurales pour être les acteurs agricoles indispensable l'équilibre de nourriture que d'autres créent du développement etc et tout ça passe par des grandes logique de responsabilité des grandes entreprises mais pas seulement sur ce sujet là et pour moi quand on dit qu'il faut que la transition soit juste inclusive et environnemental je veux insister sur ce volet des jeunes dans le monde si on est sur nos pays le céder à nouveau fait ce balancier et la france en particulier la france est à un moment tout à fait particulier au moment où on se parle il ya 32 % des moins 30 ans qui sont en emploi ça n'est jamais arrivé depuis 2000 et quand on regarde le nombre de salariés 20 le nombre de personnes qui travaillent par anna par rapport au nombre de personnes susceptibles de travailler on arrive à un écart qui est le plus

faible depuis le début des années soixante dix eh ben c'est justement une un grand avantage pour voir comment tous ensemble on est inclusif et singulièrement sur les métiers de la transition parce qu'au moment où on se dit ça il ya un million de jeunes c'est-à-dire de 18 30 ans qui sont ce qu'on appelle net en france c'est à dire quand on calcule le nombre de jeunes qui sont à l'école en formation au chômage ou au travail et qu'on calcule non de jeunes de cet âge là en france il y en a 1 million qui ne sont pas dans ces chiffres voilà si on veut demain à la fois faire la transition environnementale à la fois profiter du moment où on est qui est indispensable pour que la société aille mieux et à la fois faire en sorte de ne pas laisser cette population sur le trottoir sur le bas du chemin bas il est urgent de faire de l'inclusion de l'insertion et que nos entreprises soient en capacité de s'engager au corps dans leur politique de responsabilité sociale pour aller chercher des gens qu'elles n'ont pas pris l'habitude d'aller chercher depuis un petit bout de temps et qui participeront à la démarche de demain en conclusion il me semble que probablement en le pensant de manière assez nouvelle moi je pense qu'on a dit que la transition environnementale ne pourrait pas se faire ce n'était pas aussi inclusive et social je serais même capable de dire aujourd'hui penser que faut qu'elle soit déjà inclusive et social et que c'est le moyen pour qu'elle soit en plus engagée au niveau de l'environnement on peut en faire la démonstration très facilement dans les pays en développement c'est probablement plus complexe dans les nôtres mais dans les nôtres comme ça a été rappelé au début de la table ronde précédente il ya un certain nombre de gisements d'emplois qui sont liées à ces transitions qui sont nés à l'ailé à l'économie de la fonctionnalité qui sont liées à la volonté de relocaliser plein d'activités en particulier agricoles qui sont liées à de nouvelles activités de la transition et qu' il est question de formation il est question d'informer les gens avant d orienter compteront pas des jeunes parce que quand je parle de 1 million de jeunes qui est né en france il faut pas oublier qu'une bonne partie de ces jeunes là viennent des 80 mille jeunes qui tous les ans quittent le système scolaire sans le diplôme qu'ils étaient en train de préparer soi parce que c'est pas celui qui recherchait soit parce que ils sont pas allés jusqu'au bout donc on a là un immense impératif que dans cette juste transition on a une vision tout à fait particulière pour les jeunes d'abord pour eux mêmes souvent des situations inacceptables comme c'est inacceptable que la moitié des personnes qui soit en dessous du niveau de pauvreté soit des jeunes mais si c'est pour eux c'est aussi pour toute la société parce que si on les emmène pas dans des perspectives de création de valeur c'est l'ensemble de notre système social qui demain ne sera pas en capacité de tenir et ne sera pas durable et on a besoin de ce système pour engager cette transition plus il sera en capacité de la portée et plus la place de la transition pourrait se faire de manière rapide merci beaucoup

Fabrice Bonnifet, président du Collège des directeurs du développement durable (C3D)

[Modérateur] je dois passer la parole puisque nous n'avons plus beaucoup de temps un fabrice donc fabrice bonnifet fabrice tu es président du c3d le collège des directeurs de développement durable c'est une association qui a été créée il ya une douzaine d'années qui regroupe des directeurs de développement durable d'entreprises plus de 200 membres actuellement étaient eux aussi un directeur qualité sécurité environnement de ducros bouygues je te laisse la parole

[Fabrice Bonnifet] directeur développement durable en plus du c3d aussi administrateur s'appelle the sheep projet peut-être certains d'entre vous connaissent donc ce que je voulais vous dire moi c'est par rapport à ce qu'ils étaient il ya la première table ronde il ya effectivement débat entre croissance décroissance mais la croissance tour qui en fait c'est la question qui vous qu'on se pose c'est eddy de multiples fois le ce qui en croissance pour ce que montrent plus besoin c'est à dire les pays les pays émergents qui ont besoin d'infrastructures pour l'infrastructure de transport de pitau d'école et je pense que le la responsabilité que nous avons vis-à-vis des pays dits émergents c'est de tenir notre promesse de la coop de la cap 21 et de verser les sommes nécessaires à hauteur de 100 milliards d'euros on sait ce qui avait été promis par an pour pour permettre à ces pays de d'avoir un minimum de confort matériel qui est nécessaire au bien être alors ce qui sous-entend de la part de ceux des pays qui sont qui ont déjà des infrastructures assez performants comme nous et bien de d'entretenir ce patrimoine que nous avons sans chercher sans chercher à le développer toujours plus et parce que je ne crois pas une minute à la possibilité d'une croissance infinie sur une planète finie en ressources ce qui a été dit et je ne crois pas non plus un découplage à découplage entre la création de valeur matérielle avec toujours plus de valeur matérielle est toujours moins d'émissions de des effets de serre ce découplage n'existe pas c'est une fable et il a été démontré par aucun aucun économiste et aucun économiste sérieux bien entendu donc je pense qu'il faut arrêter de raconter des carabistouilles en permanence c'est sur ces sujets il n'y a pas de réalité physique à à tout cela et je pense que donc la première chose à faire pour aller vers une économie juste c'est je pense de nous remettre à niveau ses théories économiques obsolètes et de et de dessiner et des nouveaux des nouveaux indicateurs qui vont être des indicateurs juste qui permettront de concilier l'impératif écologique et l'impératif de réduction des inégalités parce qu'en fait il s'agit de sa de réduire les inégalités entre ceux qui ont trop et ceux qui n'ont pas assez y compris dans le contre est d'ailleurs donc et donc de flécher les outils qui sont à notre disposition notamment les outils fiscaux qui vont nous permettre donc de réduire ces inégalités parce que là je suis d'accord avec monsieur vermot desroches il ya un contraste qui devient maintenant même invivable entre entre ceux qui ont manifestement trop et ceux qui n'ont vraiment pas le juste nécessaire et c'est un vecteur de des spect de déstabilisation one year dans le débat politique actuel en france qu'est ce que ça te nourrir comme ressentiment et comme sentiment d'injustice entre entre les individus alors la bonne nouvelle c'est que la transition qui est devant nous à les génératrices d'emplois parce que la relocalisation s'était dit et parce que le fed d'adopter des modèles de production ils vont être

des modèles de production plus plus intensif en ressources humaines que ce soit dans l'agriculture ou dans le bâtiment eh bien ça va créer des emplois et là la condition pour que ces emplois soient correctement rémunérés bien c'est d'avoir des systèmes de formation de masse qui flèche vers les technologies de demain et les technologies de demain contrairement à ce que certains peuvent penser c'est pas les voitures volantes ou les voitures autonomes ou des choses très très technologique mais c'est la permaculture c'est l'isolation des bâtiments c'est la rente des bâtiments les plus autonomes possible donc avec des systèmes de production intégré bâti et je pense que la haute technologie aura sa place dans ce dispositif mais tout ce qui va être le texte tout ce qui va être base technologique faible consommateur de ressources minéral très faiblement consommateur d'énergie à tout certains c'est également dans la transition et on a besoin d'avoir un petit peu de lucidité également sur sur quel type de technologie on va voir c'est demain si on veut pouvoir associer ces deux ces deux enjeux que sont inclusivité et la transition écologique je dirais aussi qu'en terme de rythme ce n'est pas à nous de définir le rythme de cette transition il ya des scientifiques qui nous disent que si on veut rester sous les deux degrés 5 de réchauffement moyen âge on est déjà à degré 2 il nous reste quatre cents gigatonnes de co2 est m et au rythme actuel de des émissions humanité on est à 40 3 gigatonnes en fait si on veut maintenir le climat avec n'ont pas trop de dégradations et recensant amplifié déjà les catastrophes en cours il faudrait qu'on puisse réduire nos émissions donnez-vous bien de 7% par an pendant 60 ans l'équivalent d'un kobe d'ennemis pendant 60 ans ces réserves entre un petit peu l'ampleur l'ampleur de la de l'effort que l'humanité arrive à consentir et je pense que si on veut arriver si l'ancien si on laisse quoi exactement que on pourrait maintenir les mêmes modes de société les mêmes modes de vie avec 7 avec cette décarbonation qui s'impose à nous d'un point de vue physique c'est une bulle d'esprit donc il ya un nouveau narratif vivre ensemble aussi à mettre en place pour expliquer que certes on va devoir pousser des nouvelles technologies certes il va falloir que l'on reconstruise la ville sur la ville mais il va falloir aussi qu'on ait d'autres comportements et je pense que cette pédagogie des nouveaux comportements de consommation notamment n'est pas encore à l'ordre du jour du programme et c'est pourtant ce qui va s'imposer à nous car il pourra pas y avoir une manière de inès via pour les entreprises sur une planète qui va devenir une étude avec un cinquième des terres émergées qui seront invivable bien avant 2050 donc la responsabilité vis-à-vis des jeunes notamment qui comme le disait gilles composent quand même 8 milliards d'habitants sur cette planète des moins de 20 ans si arriver à 50 ou 60 ans on assiste à des migrations climatiques tels que cette annonce et par madame masson-delmotte massif au niveau des zones qui vont être considéré comme invivable je vois pas dans quel dans ces conditions là comment le système socio économique pourrait résister adoptables troubles sociaux donc la prise en compte des contraintes physiques sont indispensables dans la stratégie des entreprises et dans la stratégie d'état car aujourd'hui ces contraintes physiques à l'ensoa elles sont de deux ordres on a une responsabilité bien sûr de morale de diminuer nos émissions très très très rapidement maintenant 1 7% par an mais de toute manière de toute manière on sait aussi qu'un certain de réserve pétrole notamment arrivant déplétion dans la plupart des champs de production et on a tout intérêt des premières pour ce qui reste comme réserve à les laisser là où elles sont donc avec moins d'approvisionnement fossiles dans l'industrie dans les années qui viennent cette obligation de sobriété ou homo est une obligation qui va s'imposer donc qui dit sobriété dit mettant

mise en place d'un nouveau système économique basé effectivement ce qu'on appelle l'usage de la fonctionnalité ça a été évoqué exactement comme l'a dit le premier interlocuteur en introduction de cette table ronde c'est à dire on va rentrer dans une économie où les entreprises vous proposer à leurs clients des produits qu'elle ne leur vendent ou pas de manière à ce qu'on puisse avoir une plus grande intensité du zonage sur l'ensemble des produits qui se combinent à disposition que ce soit des voitures des machines ou les produits du quotidien et ça ça a un gros avantage le gros avantage c'est que les produits bien sûr plus résistants résilient au pouvoir plus longtemps sont réparables donc avec une économie locale de cet entretien qui est créatrice d'emplois et si on fabrique loin de produits parce que on sera plus dans les connus des volumes ont déconné de la possession eh bien on fera baisser la pression sur les ressources récupérées pour fabriquer ses produits et l'énergie également ce qu'il faut pour les fabriquer donc c'est économie de la fonctionnalité où on râle usage par rapport au fait qu'on vendait des produits auparavant est-ce que ça créera autant d'emplois que l'économie de production de masse l'hyperconsommation tout le monde est propriétaire de tout avec des taux d'usage qui sont extrêmement extrêmement petit et bien ça c'est un pari à gagner c'est un pari à mettre en place avec les conditions de ce pari et ça nécessite d'allumer un contre de planète donc la première planète aligner ses revoir le modèle économique des entreprises pour aller vers cette économie de l'usage la deuxième place c'est la fiscalité pour favoriser le plus possible les mesures qui permettront donc de privilégier cette ère par rapport à l'économie la procession y compris pour les infrastructures peut-être que les bâtiments aujourd'hui les bâtiments sont structurellement sous utilisés à une école c'est 18% longtemps un bâtiment tertiaire c'est 25% du temps donc ces espaces qui sont sous utilisés si on était sur une logique de d'optimisation de ses espaces et bien on aurait besoin de moins d'infrastructures mais on est venu infrastructures ce qui permettra de remettre de la nature en ville c'est absolument indispensable et ce qui se permettra aussi d'avoir des des coûts d'utilisation de ces infrastructures qui seront loin avant parce que partagée par un plus grand nombre d'utilisateurs donc je ne crois pas personnellement aux techniques ont solutionné isme je ne crois pas du tout à ce que la technologie va trouver toutes les solutions à la transition écologique c'est une vue de l'esprit je pense qu'on aura besoin de haute technologie dans un certain deux domaines mais on va voir son plus besoin de techno discernement alors le techno discernement c'est quoi c'est que les bonnes technologies sont celles à qui sont utilisés avec intelligence c'est à dire que dans toute technologie à l'usage et le mésusage vous prenez une voiture ça peut être très utile dans les territoires mais prendre sa voiture en ville pour faire 3 km eh bien je ne crois pas que ce soit un bon usage de la technologie et je pense que cette économie de demain va devoir faire aussi l'éducation de ceux de comment on va utiliser cette technologie qui va les utiliser quand on va les utiliser de manière à ne pas faire d'opposition stérile entre la haute technologie et les teques non la bonne technologie c'est celle qui est utile ou à un usage donné mais avec responsabilité c'est à dire que si on ne fait pas preuve de plus de responsabilité dans l'utilisation des technologies eh bien on va à la catastrophe et c'est d'ailleurs le grand problème que nous avons aujourd'hui c'est qu'on a on a gaspillé énormément de ressources on a gaspillé énormément d'énergie dans des utilisations de d'infrastructures et dans des technologies ag d'ici là présent que je passe la parole à d'autres donc si tu allais je terminais mes deux propositions pour arriver à faire comprendre tout ça aux acteurs économiques c'est la formation la formation il ya les gens les gens continuent

d'avoir des opinions il faut ménager par les faits et les faits ça nécessite comme de prendre le temps se former pour comprendre les enjeux et les ordres de grandeur et deuxièmement revoir complètement nouveau modèle économique pour aller vers des modèles économiques de la fonctionnalité l'équipe des modèles économiques de l'usage et ça ça nécessite aussi d'avoir des politiques publiques qui vont inciter en fait les acteurs à faire cette transition de leur modèle le plus vite possible avec les outils fiscaux qui sont aujourd'hui à leur disposition

[Modérateur]merci beaucoup fabrice

Sébastien Darrigrand, délégué général UDES

[Modérateur] je vais maintenant laisser la parole aux acteurs de l'ess est donc tout d'abord sébastien darrigrand donc sébastien vous êtes délégué général de l'udps s l'union des employeurs de l'économie sociale et solidaire qui regroupe trente trente mille entreprises et donc

[Sébastien Darrigrand] merci et merci pour cette invitation sur ce colloque très intéressant sur sur les questions de transition écologique inclusive et j'appuie particulièrement sur cette question là puisque mon propos va basse saxe est principalement sur les questions sociales g vous l'avez dit lutèce à l'économie sociale et solidaire représente 14 % de l'emploi privé en france qui est ce qui éteint une somme à ce qui était une part importante de l'emploi et c'est une économie plutôt non délocalisables locale qui s'inscrit dans dans ce que jean viard sociologue appelle l'économie l'économie de la delà de la fonctionnalité des réseaux du lien social et qui par ailleurs est et s'inscrit véritablement dans une dans une approche qui vise à concilier utilité sociale l'activité économique et les responsabilités environnementales pour autant et comme d'autres secteurs le secteur de l'économie sociale et solidaire qui représente donc associations coopératives mutuelles n'est pas exemple d'un travail de fond sur sa remise en question par rapport à ces questions environnementales notamment en utilisant le levier de la du social de l'antre de l'employeur et de la manière dont les choses peuvent évoluer sur cette source cet endroit là et j'aurais tendance à évoquer j'étais la semaine dernière avec un débat sur avec cyril dion dans le cadre de son film animal et il disait quelque chose qui me paraît très juste c'est à dire que on peut faire tous les débats géopolitique qu'on veut sur sur la question de la transition écologique et évoquer tous les scénarii il disait moi je donne pas de d'éléments d'éléments forts en matière de je ne suis pas là pour donner des leçons ou apporter des modèles je suis là pour que chacun prenne conscience de la réalité qui peut avoir sur cette question de la transition pour que chacun à son niveau face un petit pas pour faire pour améliorer les choses il me semble que si on part de cette posture là qui ne parlaient à la fois modeste et et en même temps qu'ils qui permet de se dire qu'on est dans le faire et ont fait bouger le faire sur ces sur la centaine de sujets ça nous permet de de se dire que au delà des grandes dimensions géopolitique on peut on peut apporter des choses extrêmement concrètes alors quelques exemples dans l'économie sociale et solidaire les coopératives sont très investis aujourd'hui dans ce secteur-là avec une hausse de l'emploi à plus huit pour cent en sortie de crise sanitaire notamment sur les questions de transition écologique or il ya enercoop sur l'énergie durable mobile coop rail cup pool sur la mobilité biocoop pour l'alimentation durable sans je vais pas tous les citer mais j'en suis certain il ya évidemment le secteur représentait notons ici par emmaüs mais autour des ateliers et chantiers d'insertion qui agit notamment surtout le tout là le lien entre la les personnes en insertion et des activités de développement autour de autour de la transition écologique et notamment autour des jardins bio du odieux delà des ressourceries du réemploi et du et de la réparation donc tout ça me paraît intéressant et ce sont évidemment des petites initiatives qui conviendrait de faire grandir de façon plus importante à travers ce qu'on appelle l'économie circulaire alors jouez vous a évoqué deux trois éléments qui me paraissent intéressants sur la question de l'impact social de la

transition écologique inclusive d'abord on a une législation qui est en train d'évoluer et qui montrent quelque chose qui me paraît important c'est que pour la première fois les employeurs et les acteurs de l'entreprise sont en quelque sorte sommés de se mettre un peu en dynamique sur ces sujets là alors il ya la loi climat qui parle effectivement de la consultation des siestes et qui met et qui demande aux entreprises dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois d'intégrer un volet transition écologique pour répondre aux questions de formation des salariés il ya la loi orientation et mobilité qui est qui prévoit la mise en place d'un plan de mobilité pour toutes les entreprises de plus de 50 salariés et un forfait mobilité durable donc on voit que évidemment c'est extrêmement modeste et tout ça mais on voit que le législateur commence à donner des signes sur le fait que la question de la transition écologique doit pas être simplement une question citoyenne ça va être aussi une question qui implique l'engagement des employeurs et des entreprises de façon de façon un peu un peu organisé le deuxième enjeu qui paraît important de souligner c'est celui de la mutation des métiers ça a été dit fortement on a besoin ça c'est des enjeux autour de l'emploi de la qualité de l'emploi mais aussi de la façon dont on peut faire muter un certain nombre de métiers les chiffres sont parlent d'eux mêmes on a à peu près un million d'emplois dans la croissance verte en france mais on a on a que cent mille emplois à peu près qui sont des personnes qui exercent un emploi de verre et donc on a un enjeu non bien sûr sur les emplois verts mais on a surtout un enjeu sur ce qu'on appelle des emplois vers 10 ans c'est à dire dont la finalité n'est pas forcément environnementale mais qui intègre dans les briques de compétences des éléments liés à la transition écologique ou la question environnementale dans le geste métier et on voit aujourd'hui que nombre d'entreprises peuvent intégrer dans les politiques d'achats dans les fonctions support sur la mobilité des salariés sur les questions de recyclage des éléments qui ne figurent pas aujourd'hui dans les fiches de poste des collaborateurs qui permettent de faire évoluer les choses aussi par rapport à cette question des métiers verdissants alors plusieurs défis me semble-t-il sont à relever pour les entreprises aujourd'hui et pour pour les employeurs que moi je représente dans l'économie sociale et solidaire première chose c'est on ad on a des initiatives inspirante qu'il faut faire remonter j'en ai évoqué certaines dans les coopératives dans les ateliers d'un chantier d'insertion dans les associations environnementales il faut identifier et s'aimer faire remonter les bonnes pratiques y compris sur les synergies avec d'autres acteurs on voit aujourd'hui que dans le cadre des pôles territoriaux de coopération économique dans les territoires il y a des choses intéressantes qui se monte avec des artisans des pme des entreprises des associations pour créer les conditions dans des tiers lieux d'innovation sociale et écologique qui permettent de mettre en dynamique une métropole où m en dynamique un territoire le deuxième sujet je le dis mais je ne m'appesantis pas là dessus ça a été dit par plusieurs intervenants c'est la formation et l'accompagnement sur les métiers les compétences et le troisième sujet je reprendrai ce que parce que nous disait notre premier intervenant tout à l'heure sur la mesure des impacts écologiques des activités ça nous paraît un point extrêmement important aujourd'hui puisque on voit bien que si on est en capacité de d'être de mettre une au logis d'indicateurs sur du moyen long terme permettant de dire voilà comment je mesure les choses ils vont alors comment je m'explique dans une forme de transition écologique cette question de l'évaluation me paraît extrêmement importantes sur la question transition sociale et inclusive l'économie sociale et solidaire je les dis est un acteur qui contribue il ne paraît quand même important de

souligner trois points la première la première chose c'est c'est d'inclure les salariés dans la conduite du changement alors on le dit bon c'est un peu bateau mais on le dit à peu près sûr tous les changements qui existe aujourd'hui que ce soit sur la transition numérique ou d'autres d'autres transitions mais il n'en demeure pas moins que souvent on ne le fait pas et que c'est les outils ou c'est les systèmes qui viennent en quelque sorte être premier par rapport à aux usagers qui sont qui sont en capacité de prendre de prendre et accompagner le changement et si on veut et vitré si on veut éviter me semble-t-il le syndrome gilet jaune avec la taxe carbone il faut évidemment y compris dans l'entreprise prendre en considération les obstacles quotidiens des salariés et notamment des salariés les plus fragiles sur les questions de covoiturage pour les personnes à faible revenu sur la question de la mobilité pour les personnes en situation de handicap et plus globalement aussi sur les politiques d'achat sur notamment sur le fait de pouvoir s'appuyer sur des acteurs comme les esat par exemple qui agissent pour pour intégrer les questions de tri et de recyclage donc on voit bien que sur cette question là il est important dans la question de l'inclusion de prendre en considération les salariés notamment les salariés les plus fragiles le deuxième point si la mise en mouvement sur les opportunités en matière sociale y en a que trois ans je vous rassure le deuxième point c'est la mise en mouvement des acteurs du lien social dans les territoires moi je pense qu'on a on a un sujet très fort aujourd'hui dans le cas notamment des questions de relocalisation des questions de synergies d'acteurs de partenariat de travailler sur les questions de désinsertion professionnelle en lien avec la transition écologique en mettant en place des cartes d'action paritaire avec les organisations syndicales de salariés de dia des objets pour ça qu'ils existent servent à thouars département plutôt social notamment mais aussi les initiatives qui sont portées par l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail avec le le fond le fact qui permet aujourd'hui de mettre des signes le directeur du lien social en synergie dans les territoires pour développer des actions visant la désinsertion professionnelle notamment en lien avec la transition écologique et bien et puis le dernier point c'est la question de la culture de la culture des activités et des métiers nous on est en train de réfléchir à ce qu'on appelle un nez dès qu'un engagement de développement de l'emploi et des compétences une idée de la prospective métier à 10 ans en étant de prendre en considération l'impact de la transition écologique sur les métiers on l'a fait sur le numérique il ya trois ans on en train de le faire sur la transition écologique parce qu'on pense que c'est un levier extrêmement important pour développer l'employabilité des salariés évitez de laisser au bord de la route des demandeurs d'emploi qui sont en recherche de sens aujourd'hui et donc quand on est sur la marque employeur il nous paraît important que cette question de la transition écologique soit complètement impliqué et que au final cette question soit un objet de dialogue social ça a été dit sur les questions d'emploi notamment sur la question dont la transition écologique transforme le marché de l'emploi allemand chez du travail les conditions d'emploi une temps d'adaptation de gestion métier et puis dernier point l'impact de la transition écologique sur la qualité de vie au travail parce qu'on sait très bien que la question de la transition écologique tout comme la question de la transition numérique pose des questions sur l'articulation des temps de vie leur literie télétravail la mobilité et que tous ces éléments là peuvent faire l'objet de deux cadres dialogue social dans l'entreprise et qui nous paraît important que ce à quoi que compass en dynamique là dessus de façon plus importante que ce n'était le cas aujourd'hui je crois qu'il n'existe pas aujourd'hui en france un accord national ou un accord



de branche pour la transition écologique donc il nous semble qu'il faut y aller dans les deux
trois ans et que là il ya des vecteurs de transformation important

Yann Fradin, vice-président d'Emmaüs France

[Modérateur] pour finir je vais laisser la parole à Yann Fradin bon camarade ans vous êtes vice président d'Emmaüs France que je ne présente pas bien sûr donc je vous laisse à la fois parler au nom d'Emmaüs et puis comme vous êtes deux derniers intervenants rebondir si vous le souhaitez sur les différentes interventions de 2,7 à blanc

[Yann Fradin] merci d'abord ici là haut niveau d'Emmaüs on est effectivement on peut dire dans l'économie de la fonctionnalité depuis toujours et puis là devant vous les avez vus il ya un petit peu de déco donc c'est la seconde main troisième un quatrième main ces labels Emmaüs qui nous a livré sa est effectivement dans le dans tout ce qu'on tout ce qu'on travaille est ce qu'on peut produire c'est du réemploi pour l'essentiel alors il m'a eu France c'est 3 6 1 300 mille tonnes collectées par an 35% sont réemployés 60% sont recyclés et valorisés et puis un petit 5 % qui restent dont on n'arrive pas encore à faire grand chose tout ça c'est dit Neil bénévoles ces 119 communauté Antoine en a parlé tout à l'heure 90 comité d'amis ou structures d'insertion par l'activité économique qui représente 7600 compagnes et compagnons trois mille trois cents salariés permanents et 4000 salariés en insertion donc on voit que rien qu'avec entre guillemets ce qu'on pouvait considérer ya quelques années comme du rien on arrive à faire beaucoup déjà leur est employé et puis ensuite à produire et créer de l'emploi territorialisées si on élargit Sébastien en a parlé juste avant sur l'insertion par l'activité économique aujourd'hui la l'insertion par l'activité économique ces 140 mille emplois et le gouvernement actuellement dans la mandature actuelle a décidé d'augmenter de 100 mille emplois les emplois d'insertion donc on est vraiment dans une croissance forte et c'est en voie d'insertion sont pour une très très grande partie et ses entreprises ses activités vous avez vu ou aperçu dans les petits films sont dans dans les dents l'économie dans la transition écologique très très concrètement est factuellement le plan il ya eu le plan de relance de l'insertion par l'activité économique alors qu'ils étaient avant le plan de relance qui était déjà un plan de relance avant la relance avant la pandémie c'est 500 millions d'euros qui ont été mobilisés 4 ça a permis dans le cadre de la relance avec 95% des structures de la serva l'activité économique de poursuivre leurs activités il ya eu très peu de défauts et enfin ses soixante dix mille emplois qui vont être créés et là et qui sont en cours de création dans le cadre de 4700 projet donc on voit qu'il ya vraiment une très grande une très grande dynamique et cette dynamique dans cette dynamique une grande partie 27 il emploi donc presque 30 30 un peu plus de 30% des emplois sont dans le recyclage et dans l'alimentaire donc on voit dans des activités très proches de ceux dont on a besoin et de la transition écologique et dans la transition écologique et enfin pour poursuivre le panorama dans ce champ là les territoires 0 chômeurs longue durée j'ai dernière après mais la moitié des activités créées donc à partir des premiers exemples sont aujourd'hui dans les métiers de la transition écologique de recyclage de 2,2 de réemploi de services de services de proximité alors en termes de propositions là l'enjeu c'est de rendre les financements accessible serre dans le développement de l'économie mais de le re développement de la destruction création comme on dit souvent il faut des financements qu'on le veuille ou non et ses financements il faut qu'il soit accessible on le voit dans le premier plan de relance par exemple 95 % des financements de l'Ademe sont pas accessibles aux à l'économie de la

proximité c'est des gros systèmes des gros dd des systèmes très lourd mais pas du tout mais pas du tout adaptée aux petites structures donc il s'agit de les adapter aux petites structures les adapter aux territoires en région de régionaliser tout ça le il ya des signes et des synergies à trouver donc entre les gros finances mais on voit qu'on arrive à le faire quand on veut puisque sur le fonds de développement de la version donc ce que j'expliquais tout à l'heure sur les cent mille emplois créés on est arrivé à redescendre au niveau du territoire donc quand on veut se donner la peine on peut le faire avec l'ademe on y participe aussi même si comme je le disais c'est c'est plus compliqué il ya l'épargné solidaire également de créer une foncière solidaires au niveau des maïs france et les pins solidaire aujourd'hui il faut savoir que d'une grande partie est dédiée à l'économie solidaire et n'est pas dépensé je crois qu'on est à 10 à 20% maximum des fonds employés sert l'argent d'or pour être très clair parce qu'on n'aime pas capable de le faire passer le faire descendre sur les territoires et les activités et donc il faut travailler avec ces fonds issus du territoire sur la partie de la transition écologique stricto sensu et notamment du recyclage il y à un plus grand travail à faire en faisant du travail à faire avec les éco-organismes par bonds économise aujourd'hui 60% du textile recyclé de seconde main recyclées réemployées passe par des groupes emmaüs on estime aujourd'hui qu' environ 100 mille tonnes qui dort qui est pas du tout réemployer qui n'est pas recyclée qui n'est pas récupérée est donc là on est vraiment dans des mécanismes à améliorer très fortement ensuite quand on les activités qui marchent il faut qu'on arrive à les dupliquer par an emmaüs france on a réussi à organiser des plateformes textile sur tout le territoire parce que ben voilà le textile y rester dans les communautés tout ce qui pouvait pas être vendus tout de suite sur place et donc le le le trouver les systèmes qui qui permettent de mutualiser tout ça enfin sur pour terminer sur territoire zéro chômeur léger requena dernières innovations j'irai dans le domaine donc de créer de l'emploi pour tous sur les territoires il y a une dynamique très forte ça montre la gamme ea très forte puisque la loi qui avait prévu des dix territoires bien ancrée vient d'autoriser la création de 50 nouveaux territoires et même 50 derrière qui sont prévues en option entre guillemets qu'on espère bien qu'ils vont se mettre en place et les projets affluent sur les territoires de nouvelles activités donc toutes liées à la transition écologique inclusivement voilà ce que je peux dire en quelques mots merci beaucoup alors nous allons avoir quelques minutes pour les questions donc si vous en avez dans la salle n'hésitez pas à lever la main j'ai déjà une question qui était dans le dans le chat je pense donc la question se pose aux acteurs de l'économie sociale et solidaire je vous la lie demain matin la commission européenne va publier un plan pour l'économie sociale est ce qu'il y aura des éléments dans ce plan qui soutiennent spécifiquement les entreprises sociales et solidaires dans la transition écologique la réponse est d'abord il faut laisser la haut commissaire nicolas schmit qui présente son plan effectivement cette semaine la semaine prochaine je crois savoir effectivement qu'il y aura des éléments de soutien au développement de l'économie sociale et solidaire en lien avec le new green deal européen et la capacité effectivement d'intégrer et de trouver des synergies entre un plan un fonds un fonds de développement et de soutien à au changement d'échelle de certaines entreprises de le ss qui sont notamment axé sur les questions de transition écologique avec le avec par ailleurs les montants qui ont été fléchés dans le cas d'une green deal est dans le cadre du du projet du plan de relance européen qui aujourd'hui est en train de se mettre en place dans chacun des états membres puisque je rappelle que par exemple la france a perçu 40 millions d'euros de



la part de l'union européenne qui sont des andes et des des montants qui sont à dossier notamment à ce qu'il y à t'il et 30 % des montants qui sont fléchés vers la transition écologique donc donc voilà donc je pense que oui il arrête la réponse est oui il y aura des éléments sur le changement d'échelle sur son historique

3) Quel accompagnement des professionnels pour saisir les opportunités d'emploi de la transition écologique inclusive ?

Renaud Damesin, directeur de cabinet Haut-Commissariat aux compétences

[Mathias Dufour] Je suis mathias dufour président de hashtag le plus important ravi d'introduire et de modérer cette troisième table ronde après avoir vu ensemble lors de la première table ronde les enjeux de la mesure identifier les identifier les enjeux puis ensuite développer des opportunités économiques en table ronde 3 la troisième est vraiment au coeur de notre sujet sur la transition écologique inclusive qu'elle aux portes quel accompagnement des professionnels pour saisir les opportunités d'emploi de la transition écologique inclusive donc nous devons avoir la haut-commissaire aux compétences de karine seiler avec nous elle a malheureusement un empêchement mais heureusement nous avons son directeur de cabinet qui est présent avec nous à ma droite donc renault damesin je vais vous passez la parole merci à vous d'être venu ensuite nous aurons Frédéric Mathis qui est président d'un fondation être écoles pour la transition écologique et puis Jean François Naton qui est secrétaire confédérale de la CGT et membre du CGE non c'est pas exactement secrétaire fédérale 1 mais j'anticipe j'anticipe de quelques mois voilà voilà et bien je vous passe la parole monsieur le directeur

[Renaud Damesin] j'aurais souhaité être là avec vous pour pouvoir vous présenter notamment les actions du plan d'investissement dans les compétences qui colle assez bien je pense aux finalités qui vont d'un cadeau de cette table ronde alors le pic plan d'investissement dans les compétences c'est en fait un triplé Ford idée de d'amplifier les ports de formation en direction des plus vulnérables de former à l'échelle de la mandature d'environ deux millions de personnes millions de demandeurs d'emploi peut pas qualifier puis les jeunes éloignés du marché du travail c'est aussi l'idée de répondre aux besoins en compétences des entreprises et puis un point important et on ne surviendrait l'idée de transformer les pratiques par l'expérimentation c'est à dire au delà d'un investissement pour amplifier permettent d'accéder plus à la formation transformer concrètement les pratiques notamment en direction des organismes de formation je reviendrai l'objectif premier je voulais dix essais dans clichés de répondre d'un cliché les réponses aux besoins en compétences des entreprises notamment en prenant attache former les personnes qui sont les plus éloignés de l'emploi on travaille pour cela avec bien sûr les régions qui ont assez de compétences très concrète dans de formation des demandeurs d'emploi et dans le cadre de pacte régionaux d'investissement dans les courbes et des travail avec les régions pour définir notamment des parcours qui vise à accéder à intégrer les métiers de la transition écologique ces facteurs régionaux ils ont été révisés en 2020 justement pour prendre en compte les effets de la crise et intégrer ce secteur comme secteur prioritaire qu'est la transition

écologique on a depuis 2020 une augmentation de près de 20% du nombre d'entrées en formation dans ce secteur là on a vous n'avez ensemble tu entendu également par les uns un plan de réduction des tensions sur le marché du travail qui était annoncé en septembre par le premier ministre et qui a aussi pour objectif pour tous secteurs confondus donc pour les métiers aussi pour les secteurs de la transition écologique de répondre aux besoins en compétences des entreprises besoins de recrutement et j'allais dire qu'aujourd'hui en regardant très concrètement les moyens mobilisés c'est à dire qu'aucune offre d'emploi ne peut rester sans réponse sans accompagnement format de formation si besoin de demandeurs d'emploi pour accéder à ces opportunités ça c'est le première j'allais dire la première approche de faire plus d'amplifier et ce qu'on souhaitait est ce qu'on souhaite vraiment c'est aussi de permettre de faire différemment de faire différemment c'est à dire 2 encourager les acteurs à regarder différemment l'évolution de leur métier à tenir compte de l'évolution de leur métier et d'investir en termes de d'actions de formation sur dans ce domaine là alors très concrètement bien sûr ça a été évoqué tout à l'heure un président table ronde les engagements de développement de l'emploi et des compétences qui sont conçus avec les parlers par les partenaires sociaux avec les amène à réfléchir sur l'évolution de leurs besoins en compétences sont une bonne illustration j'allais dire de la façon dont on souhaite aujourd'hui voir les les acteurs s'emparer de cette problématique non pas simplement pour répondre au cas par cas et ponctuellement aux besoins en compétences mais allait être en anticipation de ses besoins et travailler concrètement sur l'offre de formation ensuite l'idée c'est d'ajuster l'offre de formation de construire de concevoir proposé aussi et on le fait avec les régions des modules additionnels qui complète les actions de formations qui existent aujourd'hui déjà et qui leur permettent d'intégrer c'est question de transition écologique à l'intérieur des contenus de formation l'idée ce n'est pas de revenir sur les référentiels on se rassemble des référentiels qui sont qui mène à des métiers impacté par la transition écologique mais d'apporter des contenus de formation supplémentaires qui vont permettre aux personnes de maîtriser les gestes professionnels puisque dans dans la réalité de d'un exercice un peu de contexte professionnel différent de celui qui qui était qui était le sien qui étaient présents et puis dernier dernier point sur lequel je voudrais insister c'est que dans cette transformation des façons de faire on essaie aussi d'inciter les acteurs par l'intermédiaire d'un programme de programmes expérimentaux 100% l'inclusion par exemple d'appels à projets s'emparer de cette question de la transition écologique de façon un peu différente en réfléchissant sur des parcours intégré où on va aller chercher des personnes très élevé d'emploi pour essayer de redonner perspectives d'accès à l'emploi qui intègre directement fins et métiers 1 mais qui surtout donnent enfin la possibilité de faire différemment de s'exercer de faire des allers retours entre formation et et activité professionnelle pour intégrer une finesse et d'emploi on a plusieurs programmes aujourd'hui plusieurs consortiums qui permettent de répondre à ce besoin

Frédéric Mathis, président de la fondation ETRE (Écoles pour la TRansition Écologique)

[Mathias Dufour] waouh quel ponctualité merci beaucoup alors je vais je vais passer la parole à Frédéric Mathis qui est président la fondation être un l'école pour la production écologique compléter ce et ses propos

[Frédéric Mathis] merci beaucoup et merci d'invitation pour commencer en fait juste c'était au démarrage de cette table ronde et de ce colloque Louis Gallois au Louis Gallois qui a parlé d'innovation et je pense qu'il faut pas oublier l'aspect l'innovation sociale aussi et c'est vrai que dans le monde très normé et des fois un peu fermes et de la formation professionnelle des expérimentations comme le pic et les prix qui nous permettent d'expérimenter justement des nouveaux modèles de formation et donc je tenais à le préciser est le saluer ici alors être c'est quoi donc c'est des écoles de la transition écologique on a créé ce en 2017 à côté de Toulouse d'où mon petit accent dont je suis fier et après 10 ans d'expérimentation en fait l'idée au départ c'était comment on fait pour sensibiliser embarquer des jeunes dans ces questions de transition écologique et en fait on s'est rendu compte que ils se sont très fortement intéressés à ces questions là et encore plus loin en fait par cette expérimentation et par le faire on a des jeunes qui avaient envie de partir dans ces dans cette thématique et de s'engager concrètement dans les métiers et dans des formations autour de la transition écologique sauf que mais force était de constater qu'il y avait très peu à ce moment là en tout cas de formations existantes et aussi adapter à ces jeunes de rond dont on a parlé un petit peu et notamment et que Gilles de Schneider sur les jeunes on voit là n'y avait pas de formation forcément un dédié à ces jeunes à Caen a lancé en 2010 est cette première école à côté Toulouse tout le monde nous disait mais les métiers manuels ça n'intéresse pas les jeunes les jeunes y sont ils ont envie de faire ça etc etc et finalement si en fait parce que le fait de la transition écologique permet de revaloriser ou valorisés en fait et donner du sens et d'utilité à ces métiers là donner une envie une volonté de changement de tram à 16 heures moi ce que je voulais juste faire passer comme message rapide aujourd'hui c'était que on a beaucoup parlé de chiffres en premier on a beaucoup parlé de transition juste solidaire et de et d'avoir des grandes tendances et et moi je voulais aussi renversé sur le côté des jeunes c'est à dire qu'aujourd'hui il faut quand il faut qu'on ait en tête le désir et la volonté de ces jeunes d'avoir du sens dans leur travail alors on voit des choses qui existent aujourd'hui de jeunes sortis de grandes écoles avec donne un exemple film Rupture d'Arthur Gossec je vous invite à avoir sur ces jeunes sortis des grandes écoles qui on est qui ont une rupture par rapport à leur parcours normés et qui ont envie en fait de retrouver du sens et qui devient permaculture ou ou gérant d'une ressourcerie mais ce cette rupture elle existe aussi aussi sur les jeunes qu'on accompagne nous et il ya un vrai besoin de sens et un vrai travail à faire côté des jeunes pour travailler sur ce sens là et leur place dans la société et côté des entreprises pour comment aussi transforme un peu leurs façons de faire et leur façon de voir les choses pas pour rien d'ailleurs qu'on s'applique que notre petit nom c'est être parce que le défi en fait qu'on s'est posé un petit peu dans ces écoles de la transition écologique c'est ces trois défis à travailler sur les questions de fin du monde évidemment puisque transition écologique mais aussi celle du fin du mois puisque s'est formé pour un

emploi à la clé et la troisième le troisième défi sur lequel on s'attache d'où le petit nom être c'est fin du mois sans le s puisqu'il ya cette question aussi de cette place de cette place du sens et l'utilité que l'on peut avoir dans la société pour construire cette transition écologique aujourd'hui on a huit écoles en france il y en a on a un objectif de 30 et une école d'ici cinq ans donc voilà l'idée c'est de se massifier d'accompagner aussi d'autres organismes de formation sur cette transformation transition puisque ce qu'on le défi en fait qu'on modestement évidemment à notre échelle on on veut relever c'est que on pense aujourd'hui que la formation va et représente peut-être déjà sur certains secteurs représentés un goulot d'étranglement de la transition écologique c'est-à-dire qu'on peut mettre autant d'argent qu'on veut dans la transition si on forme pas les personnes en amont en donnant du sens aussi à ces formations il suffit pas juste de rajouter de l'aspect technique on n'arrivera pas à relever les défis que on s'est fixé autour de la transition écologique

Jean-François Naton, Conseiller confédéral CGT et membre du CESE

[Mathias Dufour] je vais passer la parole maintenant à Jean-François Naton, conseiller confédéral, encore secrétaire, me regarder en tout cas, c'est une soeur aux suggestions forte et mrr ce colloque de la delà de l'âge CGT et membre du manque du saison tout à fait tout à fait

[Jean-François Naton] excusez moi donc je vais parler en tant que militant membre du réseau militant syndical et pas au nom de son organisation d'origine donc alors moi quelques mots que vous pour saluer la dynamique de ce colloque parce qu'on est quand même dans un temps incertain puisse dire et où la tentation du pire je suis employé hier le pire des ténèbres re devient réalité et donc d'urgence des renversements du renversement des colères en enthousiasme est salutaire et je veux dire à construire et ce colloque peut-être et doit être un de ces moments de bascule mais c'est aussi une invitation à revisiter à réviser revisiter nos catégories de pensée et d'action face à des phénomènes hétérogène que des trombes d'eau où la sécheresse ou le shop durable mondial de Lakovic 19 et à cet instant on ne peut plus ignorer qu'aujourd'hui l'exploitation du travail humain et de la nature en est la cause donc c'est à partir de ce cette réalité là que nous devons nous positionner et donc ce faisant deux questions essentielles sont posées d'où je parle la première concerne la place relative de l'humain sur terre et la seconde concerne les futurs souhaitables en faveur desquels il convient de vrais afin que la planète terre reste un milieu possible de vie et votre colloque est donc ce cet instant là il est donc traversé par cet élan vital que d'autres possibles que l'acceptation du chaos actuel et futur ou d'une nostalgie d'un temps qui n'est plus donc cela la question de qui demander de répondre c'est les enjeux de l'accompagnement pour saisir les opportunités d'emploi de la transition écologistes à plusieurs en ouvrant et - j'ouvre l'hypothèse que c'est l'ensemble du travail humain qui se trouve questionné dans ses rapports entre valeurs sens et finalité des productions de toute nature donc c'est pas seulement la transition écologique pour ce qui relève vrai du de l'écologie mais c'est bien l'ensemble du travail humain qui doit être questionné et donc semblerait qu'il nous faut produire de toute urgence des préconisations concrètes de changements de pratiques afin d'anticiper les besoins de recrutement entendu beaucoup ça en lien avec sa transition écologique et numérique et je rajouterai les évolutions démographiques ça tombe bien parce que c'est le travail qui est en cours au conseil économique social et environnemental dans son avis sur les métiers en tension Annabi à la demande du premier ministre cet avis va être stabilisées cet après midi c'est à dire que là on est encore dans la phase des amendements donc j'ai pas le droit de dévoiler ce qui n'est pas stabilisée c'est encore secret défense et puis a laissé là les essais le quotidien quelque chose la mort de ce travail en cours mais sans trahir de secret dont vous allez retrouver en fait tout ce que vous avez dit et c'est pour ça que c'est la limite du travail en cours va vous allez retrouver les défis de l'anticipation par une connaissance plus précise des besoins vous allez retrouver l'urgence de la mise en commun des réalités entre branches professionnelles et les territoires c'est à dire comment on se parle comment on travaille ensemble comme on compile la donner pour avoir une réalité plus précise et plus fine de ce qui est et pas être seulement dans des supposés de ce qui devrait être ou de ce qu'il fut et bien ce qui est actuellement à l'oeuvre

donc branché territoire c'est le défi du professionnel et du territoire préposé poser les questions de formation adaptée à ses besoins encore faut-il avoir cette connaissance des besoins et donc qu'ils posent ou qui repose ou impose d'autres relations entre enseignement et monde du travail et très nouveau mais maintenant qu'on a des reprendre une stratégie de planification alors c'est comment on pense et donc votre collègue qui est aussi situé dans cet esprit là comment on pense le futur mais pour penser le futur mais il faut avoir une pensée alors la semaine prochaine la ville sera voté le 15 et vous aurez à disposition toute la liste des 20 préconisations qui vont changer le monde on va refaire un colloque l'approché donc vous êtes tous les bienvenus mais même heure même salle et cette fois on va essayer d'avoir internet et une autre petite musique reste que ces préconisations seront certes utile mais insuffisante afin de s'engager concrètement dans la reconnaissance des situations de travail et leur nécessaire transformation une portée par cette urgence des transitions pour s'ouvrir à l'accompagnement dans cette stratégie d'attractivité et dû travailler ensemble car ses ambitions impose un nouvel âge de la démocratie au travail c'est bien plus haut que le dialogue social évoqué tout à l'heure où bien plus haut que ce que j'ai entendu de la part d'une part du patronat éclairer le défi à relever devra nous amener à construire avec les collectifs de travail des communautés d'action collective des réflexions qui s'appuyant sur la parole des travailleuses et des travailleurs préconiseront les transformations nécessaires ce que beaucoup nomment le pouvoir d'agir de celles et ceux qui font car c'est ce qu'ils font c'est ceux qui savent et cette citoyenneté et cette citoyenneté au travail rht questionne les rapports entre propriété privée est transformation et lien de subordination et ouvre la concrétisation des changements des transformations nécessaires sous peine de rester dans ce couvent moment l'enveloppent du travail et de ne pas poser les transformations et 100 ans pour ne pas atteindre le coeur du problème qu'est le travail lui-même

Questions du public

[Mathias Dufour] on a une question on est une question sur sur le zoom pour pour Frédéric Mathis qui savoir si les formations que vous proposez son sont reconnus dans le système officiel éducation française et le taux d'insertion dans le monde du travail des personnes que vous formez

[Frédéric Mathis] oui bonne question alors on a aujourd'hui une école c'est à peu près une centaine de jeunes qui passent en formation on a un taux de retour à l'emploi ou information si on a des jeunes aussi qui qui souhaite poursuivre dans d'autres formations et et se former plus sur d'autres métiers donc on a un taux de retour en emploi formation de 76 % des jeunes qui passaient chez nous et donc sur les formations mais on a un peu en fait le monde on a constitué nos formations comme un parcours puisque l'idée c'est qu'on va parler de métiers et de compétences dont on parle peu finalement aujourd'hui dans les centres d'orientation dans les écoles en train de bouger voilà et du coup on va on va de la remobilisation c'est à dire de la découverte de ces métiers jusqu'à la qualification donc avec des diplômes et entre deux on a une formation de préqualification donc les deux premières remobilisation et pré qualification sont des formations qui sont reconnus dans le cadre de du travail qu'on fait notamment avec les régions et mais qui ne donne pas de diplôme c'est vraiment un travail de d'orientation on va dire et puis après on a des formations qualifiantes donc là on travaille avec des formations existantes des cqp des titres professionnels des capdp avicole est donc dans ces cas là ils sont elles sont reconnues ces formations qu'on va soit adaptée au regard des questions de transition écologique par exemple on fait un titre professionnel menuisier et on ajoute la compétence sur l'économie circulaire la récupération etc et aussi on en train de travailler avec des branches professionnelles pour pour créer en fait des nouveaux diplômes selon les besoins qui émerge aujourd'hui sur le marché du travail

[Public] merci je voudrais savoir comment on peut essayer de massifier justement cet accompagnement comment au-delà des salons dévoile à passer à des chalets exactement où des expériences très intéressante mais quand même assez limité comment on peut généraliser au vu des besoins qu'on habille tout à l'heure

[Renaud Damesin] effectivement l'action est intéressant parce que on le relève aussi dans le cadre des appels à projets que l'on que l'on finance 100% inclusion on le relève aussi du côté des régions que l'on soutient dans leur démarche à la fois d'expérimentation et puis de modularisation comme je le disais de fait de conception de modules additionnels dans l'étang dans les offres de formation tous ces sujets font autant d'expériences et d'expérimentation intéressantes les unes indépendamment les unes des autres et si on sait effectivement c'est du passage à l'échelle ces raisons pour laquelle on s'engage dans une démarche de capitalisation aujourd'hui c'est à dire de vraiment de collecte de l'ensemble des bonnes pratiques qui ont été mises en oeuvre ces dernières années notamment au sujet de la fin des modules additionnels dans les régions engagées on s'engage dans une démarche de capitalisation du côté de des 100% inclusion également on essaye de tirer des meilleures

pratiques et puis après l'objectif c'est très concrètement de proposer de nouveaux dessins de politiques publiques c'est à dire se dire par exemple s'il apparaît que on n'a pas besoin de révolutionner l'offre de formation mais que en apposant quelques contenus de compétences transversales pour des métiers génériques qui sont en cours de verdissement ou bien des contenus un peu plus spécifique et techniques sur des métiers dont in antifi que demain il y aura une notation forte l'important dans le passager dans la démarche de réflexion de passage à l'échelle c'est de reprendre la méthodologie et de se dire que demain si on veut travailler vous retravailler des référentiels de compétences ou travailler sur une offre de formation on n'a pas forcément besoin de repartir d'une page blanche de tout réinventer par contre on a besoin de travailler de telle ou telle façon pour concevoir ces modules additionnels en tenant compte à la fois des besoins des entreprises de la vie bien sûr des partenaires sociaux des besoins exprimés par les personnes en situation de travail bref c'est toute la méthodologie qui ressort aussi de ces expérimentations qui permet le passage à l'échelle aujourd'hui c'est ce qu'on veut très concrètement capitaliser

[Frédéric Mathis] c'est un enjeu essentiel alors nous quand on a créé en 2017 on ne pensait pas du tout en fait s aimer est justement de se développer et du coup c'est quand on a lancé en fait notre initiative suite à l'inauguration qu'on a reçu des appels de partout en france de deux familles de ces donc c'est là qu'on s'est dit il faut effectivement essayé de faire quelque chose à notre modeste échelle évidemment donc ça c'est une première chose la deuxième chose c'est que je pense que là ce que je disais tout à l'heure en intro c'est la formation en fait c'est un secteur qui est hyper encadré hyper difficile d'y rentrer dedans et du coup avec des contraintes assez complexe pour pouvoir s'intégrer et là quand même je je l' ai dit tout à l'heure mais le plan d'investissement dans les compétences et leurs déclinaisons régionales a donné un peu une bouffée d'air justement dans cette expérimentation reste maintenant l'enjeu 2-2 de pérenniser tout ça et de massifier afin de le de passer à l'échelle et notamment nous on essaye de travailler en direct aussi avec les régions sur travailler sur le plan régional de formation enfin voilà comment on fait pour intégrer toutes ces questions là essayez d'être une force de proposition parce que effectivement il ya déjà beaucoup de formations qui se font et donc l'enjeu c'est aussi comment on accompagne cette transformation de la formation professionnelle

[Mathias Dufour] moi j'ai une autre question pour monsieur damesin directeur de cabinet de la haut-commissaire aux compétences le pic tel qu'il a été conçu en 2017 était centrée sur les deux millions de personnes éloignées de l'emploi mais c'étaient les personnes qui étaient entre guillemets déjà éloignées de l'emploi alors que la double transition écologique et et numérique en traîne et on l'a encore vu ce matin c'est un point qui a été notamment mentionné par par louis gallois des évolutions fortes des emplois et donc il ya des nouveaux publics qui se retrouvent en situation de déqualification d'obsolescence de compétences est ce que ressent préempter d'éventuelles annonces gouvernementales sur un renouvellement du pic mais est ce qu'il ya des réflexions sur le fait que le prochain à la suite seul le plan soit plus orienté sur les publics qui sont qui vont être en difficulté de transition professionnelle pour anticiper en amont et donc réduire l'effet de friction de ces transitions

[Renaud Damesin] aujourd'hui aujourd'hui on n'est pas sur ce dessin là mais on envisage déjà 2023 le premier ministre l'a évoqué clairement avec les régions comme aussi une année de progrès aux provocations du pic pour permettre de ne pas avoir un effet soufflé qui retombe enfin un effet de souffle et de deux chutes de soutien que l'on a apporté pendant pendant plusieurs années liés par exemple à au renouvellement à la fin de du cycle des cinq ans que le chievo cas après il deuxième point important est d'ailleurs ça fait partie des annonces du premier ministre le 27 septembre à propos du de son clan du clan de réduction des tensions de recrutement il n'est pas simplement ciblée sur les demandeurs d'emploi il est aussi ciblé sur les salariés et les transitions professionnelles et de fait aujourd'hui on constate qu'il ya une porosité aujourd'hui importante entre la situation de demandeur d'emploi la situation de salariés la situation de la personne en situation de mobilité transition professionnelle etc cette porosité elle nécessite d'engager des plantes plus globaux et c'est très clairement l'illustration avec ce plan de réduction des temps des tensions c'est plus blogo qui permettent de couvrir l'ensemble des facettes des situations des mutations économiques ou des tensions sur le marché du travail que l'on rencontre je pense que c'est aussi une démarche assez illustrative et instructive de la manière dont on doit pouvoir se saisir d'un objet comme la transition écologique qui ne doit pas effectivement eft j'allais dire segmenté regardez d'un côté avec des investissements en faveur de la formation des demandeurs d'emploi et d'un autre côté des faveurs des salariés puis les investissements en faveur des transitions professionnelles mais avoir une approche effectivement beaucoup plus intégré beaucoup plus globale d'ailleurs quand on invite les partenaires sociaux à travailler des engagements de développement des emplois et des compétences quand ils le font bien sûr en pleine autonomie et avec une autre soutient les travaux qu'ils conduisent sur l'évolution des métiers les transformations des compétences attendues elles ont un impact à la fois sur l'offre de formation des salariés et c'est d'ailleurs souvent ou une issue et c'est suis déçu que l'on souhaite à ces et d'hec qui concerne la transition écologique donc plusieurs filières aujourd'hui et puis ils ont aussi eu un impact et une issue sur la façon de définir des priorités de fins de financement pour les préparation opérationnelle à l'emploi collective qui sont à la main des branches professionnelles pour former des demandeurs d'emploi vers les métiers qui sont ceux de fin de leur filière très concrètement donc ça veut dire que même les acteurs qui à priori pour être positionné sur une approche un angle particulier aujourd'hui élargissent considérablement leur approche en même temps que le statut des personnes et la façon de travailler sa vie professionnelle son parcours professionnel s'est fait bien sûr avec des étapes de salariat de demandeurs d'emploi parfois ou de transition professionnelle on essaie d'éviter le plus possible les formations de faire des formations comme plutôt les situations vaisseau de demandeurs d'emploi de d'optimiser et de maximiser ces temps de transition et de mobilité d'un emploi à un autre et pour le coup c'est vrai que ce plan de réduction des tensions des recrutements en est une bonne illustration

[Mathias Dufour] très bien merci beaucoup. moi j'avais une question pour monsieur naton si vous aviez une baguette magique quel est le la réforme ou là la proposition qui vous tient le plus à coeur que vous aimeriez m me voir mises en oeuvre pour favoriser une transition écologique inclusive favorisant l'inclusion professionnels

[Jean-François Naton] je ne sais pas si c'est une baguette magique mais c'est une conviction fruit de dan et de peut-être de travail sur le travail dans cette maison d'ailleurs avec beaucoup d'autres tant qu'on ne donnera pas la parole à ceux qui font rien ne se fera et donc c'est une grande question de démocratie qu'est posée on ne peut pas être citoyen dans la cité et ne pas exercer sa citoyenneté dans l'entreprise et donc c'est ce renversement et la transition tout ce qui est porté par l'urgence environnementale climatique les enjeux du numérique les enjeux du sens les enjeux de la finalité du travail appelle à 7 à 7 cette libération de la parole et l'écoute de ceux qui de ceux qui font donc c'est l'écouter des travailleuses et des travailleurs et cela garaudy ça va bien au delà du rire de la parole du militant syndical à ce que le syndicalisme lui-même à se re questionner sur la prise en compte de ce qu'ils font et ne pas se situer comme lui aussi donneur de leçon au même niveau que l'expert qui est censé savoir alors qu'il sait pas grand chose

[Mathias Dufour]très bien merci infiniment à vous et je vais maintenant passer la parole pour les intervenants de la quatrième table ronde qui sera centré sur la transition écologique comme en acier de transition écologique peut-elle stimuler l'inclusion économique dans les territoires voilà je laisse e pascale flamant pour animer cette table ronde

4) Comment la transition écologique peut-elle stimuler l'inclusion économique dans les territoires ?

Laurent Grandguillaume, président de Territoire zéro chômeur de longue durée

[Modérateur] Voilà j'ai le plaisir d'animer cette dernière table ronde qui effectivement a trait aux territoires et qui s'intitule comment la transition écologique peut-elle stimuler les inclusions économique dans les territoires ça va être je l'espère une défense et illustration d'une certaine façon des potentialités de la transition écologique en matière d'emploi est ce vraiment sur le terrain dans les territoires alors avant de passer la parole aux différents intervenants autour de moi je dois présenter les excuses de mme adams quel but qui figure toujours sur le sur le programme et qui devait représenter pôle emploi elle est souffrante ce matin il m'a demandé de de l'excuser et vu les délais l'appui est remplacé du coup on a une table ronde exclusivement masculine je suis désolé messieurs mais je le déplore on va on va travailler avec des hommes voilà alors je démarre avec laurent grandguillaume laurent vous êtes un ancien député de la côte d'or mais vous êtes ici en tant que président de l'association territoires o chômeurs de longue durée yann fradin avait ce matin plutôt évoqué l'association c'est un projet qui a d'ores et déjà fait l'objet de deux de loi ni en 2016 et en 2020 si je ne m'abuse voté toutes les deux à l'unanimité et donc vous allez nous parler de la manière dont les territoires qui sont engagés dans la démarche travail pour créer de l'emploi pour les chômeurs de longue durée

[Laurent Grandguillaume] merci merci pour cette invitation donc territoire o chômeurs de longue durée donc comme sonné sans sentir lundi que c'est une expérimentation territoriales c'est à dire que l'on on s'est fixé un des objectifs et des hypothèses que l'on tente de vérifier à travers l'expérimentation notamment le fait que 1 personne netting employables deux que nous ne manquons pas de travail mais que l'on manque d'emplois et 3 que le coût du chômage longue durée finalement peut être activée pour financer des emplois en développant des activités qui n'existe pas dans les territoires et qui n'entre en concurrence donc ces trois hypothèses de départ où les vérifions par l'action sas est aussi important et c'est en cela aussi que cet innovant donc on a eu une première étape de l'ex

[...]

Martin Bobel, vice-président du Réseau national des ressourceries

[Modérateur] vous êtes actuellement secrétaire général adjoint au sein du réseau national des ressourceries qui compte 175 adhérents et puis depuis mai dernier vous êtes membre du conseil voilà donc je vous souhaite la parole pour nous dire comment la filière du réemploi permet dans les territoires de créer de l'emploi

[Martin Bobel] merci beaucoup pour l'invitation bonjour à toutes et à tous avant de rentrer sur le sujet de la filière du réemploi déjà un grand merci à monsieur Guillaume pour l'exemple de territoire de Chaumard je pense que à la base je voulais alimenter mon propos autour de sa soeur que l'exemple territoire HERS OUMAR est pour moi un exemple assez essentiel de ce qui pourrait nous manquer demain en matière de planification je vais aborder je suis un peu général pour rentrer dans la thématique de commandes sectoriellement nous on a évolué mais hier j'écoutais un metteur en scène qui s'appelle LIARODRIGUES et qui disait que pour pouvoir changer quelque chose il fallait déjà pouvoir l'inventer et je pense que les grands enjeux de demain et particulièrement les enjeux côté de la crise écologique sont des enjeux sur lesquels il va nous falloir bouger des lignes de manière parfois radicales et sur lesquelles il va falloir impérativement si on veut que tout ça se passe dans un contexte de paix et de démocratie agir sur les questions sociales et les questions de lutte contre les disparités c'est pas juste un poncif de lier écologie et social c'est une nécessité je pense une nécessité structurelles mais c'est aussi quelque part la continuité de notre quête d'humanité dans un contexte futur qui risquerait de devenir de plus en plus difficile pour ce faire je vais aborder deux sujets un sujet un peu général sur le monde associatif un sujet spécifique sur la question du réemploi de ce qu'on a tendance à dire c'est que globalement la question d'inclusion c'est des questions qui se planifient donc c'est des questions de politiques publiques ce n'est pas juste des questions de bonne volonté malgré le fait qu'on ait des terrains d'initiative formidable le monde associatif ça compte à peu près 22 millions de bénévoles donc un tiers de la France qui s'engage qui travaillent gratuitement qui donne du temps pour les autres ou pour des causes d'intérêt général mais ça ne suffit pas il en est de même pour les mouvements d'entreprise en matière de RSE pour les mouvements d'entrepreneurs du changement ou d'entrepreneuriat social ceci ne suffit pas sans planification publique fermes et s'en rapprochent d'une doctrine politique qui pense système financement et gouvernance territoire des roches noires en est l'exemple c'est un système une pensée politique un système de mise en oeuvre un mode de gouvernance territoriale disait et un mode de financement qui a été préalablement négociés soit pour amorcer soit pour maintenir des activités dans le temps parce que on a aussi besoin d'activités qui au long terme sont non solvables de chant petit exemple alors donc pour ça à mon sens on a un énorme enjeu de réajustement des espaces démocratiques on a parlé tout à l'heure des espaces démocratiques en entreprise mais je pense particulièrement aujourd'hui aux espaces démocratiques hors champ économique petit clin d'oeil à mon collègue mentionna ton la sécurité sociale n'a pas été inventée sur les bancs du parlement elle n'a pas été inventée à la table d'un gouvernement elle a été inventée à la multitude d'initiatives mutualiste qui ont fabriqué un terrain fertile à même de créer une des plus grandes innovations sociales que la France a vécu aux effets systémiques positifs

extrêmement fort un impact démentiel sur la vie des gens et donc mon sentiment aujourd'hui c'est que nous sommes en train de perdre les espaces d'initiatives qui nous permette de refabriquer le monde de demain à mesure que nous développons des tirs et des doxa de développement de marché en comptant sur l'initiative sur l'innovation de marché l'exemple type monde associatif les assauts 110 ans ont perdu 41 % du volume de subventions dont elle bénéficiait en contrepartie de ça elles ont vu leur leurs fonds propres c'est à dire en gros la vente de leurs biens et services a augmenté de 31% ce que ça veut dire c'est que globalement les biens et services associatifs se vendent de plus en plus et de plus en plus cher et elles ont vu leurs recettes financières de marchés publics c'est à dire en gros d'argent public mais mis en concurrence avec des acteurs privés augmenté de plus de 50% dans le même temps ce phénomène là a généré une baisse du nombre d'associations employeurs de 13% et ce n'est pas dans le même temps c'est en cinq ans c'est à dire que en gros on a démarré le phénomène de marchandisation du monde associatif il ya à peu près 15 ans et la perte de biodiversité associative le stade est en gros on perd des associations employeurs avec un phénomène de concentration parce qu'on perd pas autant d'emplois en gros les plus grosses structures survivent les plus petites meurt donc phénomène de déterrer de déterritorialisation ce qui génère du coût des pertes de vie démocratique des pertes de qualité de biens et services sur les territoires et on a typiquement il ya deux mois le haut conseil pour la vie associative qui alertait sur ce phénomène et sur le fait que ces processus de marchandisation ont d'impact dramatique sur l'inclusion et particulièrement sur l'inclusion des publics les plus précaires je pense particulièrement à des sujets comme la vieillesse on levier tous et toutes peu importe de là où on vient le jour où on a décidé de fabriquer un marché à l'endroit où ils n'étaient pas et majoritairement couverts par des initiatives à but non lucratif sur l'accueil de nos vieux sur les ehpad pas particulièrement on s'est retrouvé avec un phénomène d'écrémage et une qualité de service b sentent pour des coûts augmentant premier phénomène sur le sujet de la gestion des déchets le secteur des déchets est entièrement fabriquée par la dépense publique recycler n'est pas rentable gérer les déchets coûte très cher il y a de l'or dans nos déchets mais si aujourd'hui des grandes industries multinationales vivent de l'argent enfin vivre de la gestion des déchets c'est parce qu'on l'a artificiellement créés donc on a à peu près 17 milliards dans la gestion des déchets on en a créé 12 milliards de fiscalité directe c'est de l'impôt 2 milliards de parafiscalité c'est une forme d'obligations aux entreprises qui produisent des biens et qui les distribuent de contribuer à la gestion des déchets et 5 milliards c'est les entreprises qui payent mais c'est un cadre réglementaire que les pouvoirs publics ont créé c'est donc vous oblige à traiter vos déchets de telle ou telle manière ça c'est un secteur qui est donc entièrement planifié pensé et construit artificiellement par le pouvoir public et donc par l'action politique le sujet du réemploi j'entendais tout à l'heure la personne de d'emmaüs à tirer du bocage nous dire que le réemploi peut-être 850 fois plus employeurs que l'enfouissement sachant qu'on enfouit et on incinère aujourd'hui plus de 50% de nos déchets le réemploi est aussi par exemple 150 fois plus employeurs que le l'incinération et le réemploi solidaire quand il réalisé par des associations à des externalités positives monumentale en matière évidemment le travail social négocié en matière de vie démocratique en matière d'éducation populaire territoriales en matière de deux changements de comportement de solidarité de partage de biens sur un territoire j'arrive à la fin ok et donc typiquement sur notre sujet on a un enjeu de politique publique de réserver et de protéger des tissus qui ont des activités fortes en direction de

sujets sociaux ou plus de sujets culturels et ainsi de suite et ça c'est de l'objet d'une choix politiques voilà donc si on parlait de grandes mesures c'est un peu m mais trois dernières dernier mot je pense que à la veille de cette question présidentielle à la veille aussi de la la présidence française de l'union européenne on a un grand enjeu de faire sortir des logiques de concurrence une partie des activités non marchandes pour redonner du pouvoir d'agir aux citoyens et pas que aux plus précaires mais aussi et particulièrement aux plus précaires on a un gros enjeu de repenser les modes de financement de ses activités là particulièrement en matière de gouvernance il est très important de penser des gouvernances territorialisée et qui inclut des parties prenantes pas uniquement pas uniquement des pouvoirs publics descendants et ensuite on a un autre gros enjeu c'est qu'il est important de dans nos planification écologique et sociale de réfléchir au fait entre autres d'éviter la doxa systématique de créer des marchés libéralisés et qu'il est important de repenser des logique protectionniste pour permettre à des initiatives d'intérêt général de se développer

Remy Léger, fondateur de la SCOP Ferme des Volontés

[Modérateur] je veux vous céder la parole donc rémunérés vous êtes paysan vous avez cofondé développé la ferme des volontés dans la brume drôme c'est une ferme sous organisée sous forme de scop société coopérative et participative et en disant vous allez nous expliquer comment vous avez pu créer plus de 20 atp diversifiez vos activités maraîchage élevage un magasin une friperie une boulangerie donc vous allez nous expliquer comment on peut créer des emplois et et se diversifier tout en étant acteur pleinement acteurs de la transition écologique je laisse la parole merci

[Remy Léger] bonjour à tout le monde déjà ben déjà milliard moi j'étais avec mes chiens avec des brebis est donc juste pour vous dire que pour moi c'est quand même je sors de ma zone de confort quand je viens chez vous s'il est clair voilà je suis arrivé il ya déjà une heure et demie et en effet il ya un petit décalage des grosses structures où j'entends qu'un énorme greenwashing et des acteurs de terrain comme nous qui sommes sur le terrain au quotidien et qui vivons la transition écologique de façon difficile au quotidien ça fait 12 ans que la ferme existe on a appris le gel l'agrile sur les poiriers la bactériose sur les kiwis la tuta sur les tomates je pourrais vous en citer des dizaines des choses qui n'arrivaient pas avant des ruches qui s'effondrent quand on parle aux anciens ça n'existait pas quoi donc voilà c'est vraiment quelque chose qui est qui et qui nous touchent au quotidien je vais vous raconter un peu qui je suis et l'histoire de la ferme et puis pour vous comprendre peut-être mon point de vue donc je m'appelle rémy j'ai travaillé cinq ans dans l'insertion des jeux sur des chantiers de réinsertion et j'ai fait principalement des études dans l'écologie et l'environnement cette ferme c'est la ferme de mes grands parents elle s'appelle ferme des voulons tous parce que c'est le nom du quartier on n'a rien inventé mes grands parents étaient dans la polyculture et l'élevage c'est à dire qu'ils avaient des fermes diversifiées déjà à l'époque il était plutôt malin et puis mon père a pris la succession il était ouvrier et il a été ouvrier et puis en même temps et faisait la ferme c'était courant à cette époque là puis après il a été licencié il a fallu qu'ils montent une entreprise avec ma mère donc j'ai connu aussi l'envers de d'une entreprise traditionnelle la ferme faisait douze ou treize hectares à l'époque le début de la structure c'est 2008 dans la ferme des volontés du projet je pars de la structure associative où je suis et j'ai envie de faire différemment une ferme au en même temps on pense à l'humain et en même temps parce à l'écologie et à la ressource statut scop est arrivé très rapidement pourquoi parce que pour une fois dans ma vie je trouvais qu'il y avait du sens à dire que en fait on pouvait être un patron et un salarié aussi on pouvait être dans la liberté dans la liberté de choisir et de choisir ensemble pas de choisir une personne dans un mode pyramidal qui était déconnectée de ma propre vision aujourd'hui la ferme des volontés ses 25 emplois c'est une vingtaine de tp en gros sur une dizaine d'activités donc on fait du maraîchage on a un magasin on a de l'arboriculture on a un boulanger paysan on a de l'élevage un lieu d'accueil ont produit de l'énergie ont fait un jardin pédagogique la production de plants et on le david qui est sur la partie jardin pédagogique est aussi la r&d de la ferme c'est à dire qu'on a un atelier où on fait voilà tout les nouveaux des nouveautés qu'on entend on fait des essais et tout ce qui marche bien on leur produit à grande échelle on a une friperie et on a aussi une herboristerie je crois que j'avais oublié gsm mark est un

peu dans le train quand je suis arrivé mais en fait la ferme c'est surtout une idée politique et une zone où on fait on fait vraiment d'ailleurs j'ai entendu quelque chose qui me plaisait bien en effet le faire c'est exercer sa citoyenneté on nous a appris un peu à l'école que la démocratie c'était aller voter mais c'est un peu juste comme vision de la démocratie à mon avis l'objectif de la ferme ça toujours été d'avoir aussi un outil économiquement stable qui nous permettait d'aller aller vers une vision politique parce que parce qu'en fait l'agriculture j'ai ce pas si vous le savez mais est majoritairement subventionné quand on parle d'élevage ses 70 % de subventions publiques 70% des aides pac à quel endroit et à quel moment c'est logique d'être subventionné à 70 % pour produire de l'alimentation est donc l'objectif ça a été justement étayer la structure de diverses activités de diversifier aussi en dehors de l'économie agricole mais aussi voilà un peu d'autres choses pour pour être stable et pouvoir dire bah en fait nous ce qu'on veut faire de notre entreprise et de nos deux ferme nous travailleurs c'est avoir la possibilité de dire qu'on peut faire des entreprises qui ne sont pas consommatrice need humain ni de ressources et qu'on peut protéger aussi notre milieu en travaillant et en vivent donc la ferme le le le le modèle même de la ferme c'est une cae donc coopérative d'activités d'envoi ça c'est le modèle c'est l'outil qui nous permet d'aller jusqu'à nos envies on n'est pas vraiment une saison on est plutôt une scop parce que pourquoi on est une scop parce qu'aujourd'hui on est 10 associé 15 salariés et que et que nous on partage tout en me tue à lizt ou c'est à dire que la décision les outils de production la terre les choix d'investissement les embauches les règles tout est partagé et tout est décidé en commun ça veut pas dire qu'il ya pas de hiérarchie ça veut dire que il ya un hâle moins possible et que tout le monde a le droit de s'exprimer pour améliorer son travail et son quotidien la rémunération aussi est la même pour tout pourquoi ce choix là parce que en fait si on estime qu'une personne qui fait du conseil en agriculture doit gagner 3000 euros alors que celui qui fait pousser des légumes en gagne 1000 en fait on reproduit le modèle de société et ce que je crois aussi c'est que le changement il passe par le changement vraiment et pas par un modèle qui est qu'est le même et pas par du greenwashing les modèles doivent changer ce que j'ai entendu aussi qu'ils étaient de mon point de vue assez juste c'est que le changement il va impliquer tout le monde qu'on le veuille ou non est autant de prendre le taureau par les cornes et trouver des solutions plutôt que de reproduire ou de trouver des solutions à travers un modèle qui est déjà existants et qui est pour nous pas une voilà enfin voilà les salariés tout le monde est au smic à peu près et ils ont des avantages en nature et les associés on est à environ 1500 euros plus une reconnaissance à l'ancienneté c'est à dire que l'on gagne en gros 20 euros par mois en plus par année d'ancienneté c'est juste une reconnaissance du fait d'avoir donné aux eaux comment le modèle économique est donc principalement principalement structurée sur la mutualisation c'est à dire le partage et le fait qu'un tracteur peut servir à plusieurs personnes plutôt que de donner à manger à un modèle qui consomme du pétrole et de l'énergie et donc c'est aussi de construire un bien commun ça fait un peu très extrêmes de gauche de dire ça mais en fait pourquoi la nature se serait pas un bien commun pourquoi en fait la ressource serait pas un bien commun puisque en fait tout le monde doute ici beau et mange ça paraît assez naturel et et après ça repose aussi le modèle économique aussi repose sur le fait que l'organisation est plutôt assez horizontale je vous ai dit qu'il y avait quand même une hiérarchie mais l'horizontalité elle permet aussi de trouver de la liberté pour chacun et du et du coeur à l'ouvrage au travail à dire que chacun donne à 100% car il est au travail personne ne vient au travail à reculons et

la majorité des gens qui sont dans notre structure pourrait gagner beaucoup plus mais choisissent de gagner moins pour faire quelque chose qui leur plaît et qui a du sens le modèle aussi d'organisation en scope et en cae permet aussi pour des paysans vendent avoir le droit au chômage par exemple ce qui n'est pas négligeable d'avoir des arrêts maladie de pouvoir avoir des vacances les week-ends et ça aussi c'est le modèle d'organisation regroupés en collectif il permet aussi à bas des gens qui sont pas issus du milieu agricole d'accéder à la terre et d'en faire quelque chose on n'a jamais recruté les gens à la ferme pour des compétences on les a recrutés parce qu'ils étaient motivés et qu'ils avaient envie de travailler tout simplement voilà ça c'est fait après oui c'est aussi pour nous on a fait aussi des choix de travailler sur l'autonomie c'est à dire l'autonomie énergétique l'autonomie dans nos décisions et et le modèle dominant a aussi énormément impact et l'agriculture plus peut-être que plein d'autres choses on a été on a on a inventé libéralisation dans l'agriculture le modèle dominant a tellement spécialisés les gens que il les a rendus dépendants de tous et en fait on a oublié que être paysan c'était c'était une ferme c'était un modèle vivant vraiment un modèle vivant avec des économies vertueuse et et circulaires énorme c'est à dire que quand nous on produit du pain ont produit de la paille et on produit de la céréale cette céréale elle va être transformée il y en a une partie va être partie rob est aussi la paille elle va être transformée avec le fumier le fumier va dans les champs les champs il donne du pâturage aubettes etc etc et tout ça c'est des choses qui qui sont des économies qui ne compte pas dans l'économie du quotidien mais qui pour nous permettre de créer de la diversité écologique et en même temps de vivre sur un territoire à 30 bientôt sur 30 hectares voilà on sait pas si je peux être un peu long nous sommes aussi évidemment lieu de sociabilisation ç'a toujours été l'objectif parce que ce qu'on a aussi oublié c'est que les fermes pendant longtemps ça a été des lieux dans le trade des lieux où les gens échangent et venait à trouver de la ressource venaient acheter des oeufs et discuter et en se spécialisant on a on a complètement perdu ça on a perdu le sens de ce qui est l'agriculture c'est à dire pouvoir se donner un coup de main ça a été discuté refaire le monde et avoir des lieux des changes et je vais faire mais c'est un peu un peu raccourci r je vais voilà je suis sûr là je suis sur la fin on n'est pas du tout je suis pas du tout en train de dire qu'on a une solution idéale parce que parce que je pense qu'on a juste un bout d'une solution est aujourd'hui on essaye nous à notre petite échelle d'essaimer d'accueillir des groupes des gens de venir aussi ici pour parler de d'une façon de faire et de et de solutions pas de problème de solutions et on participe également à une autre structure une autre site qu'on a co créé avec d'autres fermés et d'autres épicerie au réseau d'épiceries comme le grap qui s'appelle ferme partagent et justement pour accompagner et aider d'autres collectifs parce qu'en fait la création de collectifs ben c'est réapprendre à travailler à simple c'est apprendre à faire ensemble ce qu'on a oublié ce qu'on a pensé qu'on pouvait le faire tout seul toujours mais en fait c'est pas tout à fait comme ça et donc voilà

[Modérateur] merci rémi bon je crois qu'on est tous content que vous soyez sur petite zone de confort franchement merci merci

Thomas Gaudin, économiste à la direction exécutive Prospective et recherche ADEME

[Modérateur] thomas gaudin vous allez alors cette table ronde 1 vous êtes économiste en charge de la thématique emploi à la direction exécutive prospective et recherche à l'ademe vous êtes notamment spécialiste des dialogues entre emploi et environnement et vous nous raconterez comment depuis maintenant près de 15 ans vous travaillez vous tester avec des maisons auprès de maisons de l'emploi des outils et des méthodes pour justement faciliter ce dialogue entre ces thématiques je vous laisse la parole pour nous expliquer tout cela

[Thomas Gaudin] merci alors 15 ans en cinq minutes ça va ça va être compliqué donc je vais je vais savourer beaucoup de choses donc juste vous dire que mon rôle à l'ademe donc c'est de ces deux branches et le monde de l'emploi et de la formation d'un côté avec le monde de l'environnement et à toutes les échelles y compris mais je tirais européenne si on peut semer nationales régionales parce que la dernière on a un réseau de délégations régionales donc pour la politique publique environnementale mythe mais nous avons ce réseau là et puis avec la proche infrarégionales avec notamment les maisons de l'emploi mais pas que puisque on soutient aussi l'expérimentation de territoire o chômeurs longue durée donc si un élément important nous avons alors puisqu'on est dans l'atelier territoriale faire un peu de publicité donc sur le site de l'ademe vous pouvez télécharger un document qui est un panorama des acteurs de l'emploi de l'information à destination des acteurs de l'environnement qui ne connaissent rien au monde de l'emploi et de la formation pour qui ces terrains incognita l'enjeu du dialogue ample environnement c'est de revenir d'horizon de temps très très différents entre des gens qui donc on vient de sortir là aussi publicité mais les scénarios prospectifs pour la france 2030 2050 avec quatre scénarios ce qui est bien c'est que c'est un nombre pair donc on peut pas dire faut prendre le scénario du milieu ça oblige à réfléchir donc et puis donc à côté de ça on discute avec des acteurs de l'emploi à différents niveaux soient nationales ou fra fra nationale et pour eux quatre ans est déjà très loin donc il ya cet enjeu de de se retrouver d'avoir des points d'intérêt pour discuter ensemble donc c'est un voilà c'est vraiment le sujet que j'essaye de travailler après ce que j'ai vu à l'échelle territoriale notamment avec un projet qui s'appelle maison de l'emploi et développement durable donc surtout cm entre 2008 et 2015 puis on a continué le partenariat avec alliance villes emploi qui fédère le réseau des maisons de l'emploi et le réseau des plans locaux d'insertion par l'économique donc on a on a fait beaucoup de progrès donc je pourrai pas tout vous raconter évident ici mais ça m'a appris beaucoup de choses aussi pour réfléchir au niveau national c'est peut-être ça en fait l'enseignement que je retrouve c'est qu'il ya des choses qu'on voit niveau local qu'on voit pas au niveau national il ya une possibilité d'un niveau de confiance qui est plus fort entre les acteurs il ya une possibilité de d'actions transversales par exemple avec une maison de l'emploi on mobilise des gens de je me souviens à bayonne par exemple y avait une personne sur une association pour la féminisation des métiers y avait un entrepreneur du bâtiment vous aviez greta afpa le conseil régional aussi qu'ils étaient mobilisés parce qu'on a des liens via les régions donc on peut les faire descendre à l'échelle infra régionales voilà donc il ya un homme un moment où les gens que du sud univers professionnels très différents se rend compte qu'il ya un

temps de partage du vocabulaire maison emploi m d e pour nous ça veut dire maîtrise de la demande d'électricité un cep nous ça veut dire conseil en énergie partagé les autres ça veut dire conseil en évoquant une évolution professionnelle sans parler de niveau national se peut qu'ils parlent des contrats d'études prospectives donc voilà il ya tout un vocabulaire un jargon à partager mais est justement ça fait partie de deux du temps indispensable et est-ce que j'ai beaucoup est ce que j'apprécie tout particulièrement avec les le travail des maisons de l'emploi c'est que elle elle sont pas elles ne posent pas de l'action et la réflexion et ça c'est un appareil essentiel on je trouve qu'on est trop dans l'opposition soit on réfléchit soit on agit il ya une espèce de dictature qui consiste à dire on peut pas à la fois réfléchir et agir et comme il est urgent d'agir il faut pas réfléchir donc du coup on arrive à ce côté un peu oui c'est quand même un peu unis ok solution mais il ya aussi des problèmes donc et si on vous met pas à plat les problèmes on n'a pas non plus très envie de chercher des solutions durablement donc tout ce travail de partage de diagnostic on le fait de façon organisée avec notamment quand on a des maisons de l'emploi avec une année de diagnostic partagé quand on travaille sur le sujet de l'efficacité énergétique pour la rénovation des logements donc c'est une année avec un cycle de réunions tous les acteurs du territoire qui ont une influence sur l'avenir du territoire sont rassemblés et puis derrière ce arbres on voit non seulement des informations qui nous sont communiquées parce qu'on finance des études qui viennent alimenter en chiffres le débat mais il ya aussi cette idée de non seulement partager l'état des lieux mais aussi avoir une idée sur ce qui peut se passer dans les quatre ans qui vont venir donc c'est pas de la prospective au sens et environnemental du terme mais ça enlève pour les acteurs du territoire et c'est le fait de partager les anticipations de voir les trous dans la raquette les manques et dans ce que les gens ont en termes d'information qui donne envie d'agir et qui fait que derrière il ya un plan d'action partagé qui peut être suivie sur l'ailé des trois années qui suivent cette mécanique c'est la même que celle des adec au niveau national 2 avec une différence près c'est que les annexes comme si on est dans le découpage nationale c'est que emploi et c'est pas développement économique alors que quand on est à l'échelle le bassin d'emploi pour une les acteurs du territoire tous les coups sont permis pour faire de l'emploi y compris le business quel que soit le gagnant et le perdant de la faire et c'est là où janvier un petit peu parce que j'ai un petit retour d'expérience par témoignages et je voudrais souligner à quel point un territoire zéro chômeur et révolutionnaire le moi je n'avais pas réalisé à quel point la question environnementale était important pour les acteurs de l'emploi quand en 2008 on avait financé une étude sur la l'impact sur le changement climatique de de la lutte contre le changement climatique sur l'emploi avec la confédération européenne des syndicats à l'époque les changements climatiques n'étaient pas trop à la mode j'avais demandé mais comment nous on pourrait glisser le sujet environnemental dans les instances qui courent on discute de l'emploi et là le responsable de la confédération européenne des syndicats m'avait dit mais vous rigolez mais c'est nous qui comptons sur vous et quand j'ai ça m'est revenue quand on a fait l'expérimentation il ya deux ans avec la maison de l'emploi de cambrai pour pour tester une nouvelle façon de partager les anticipations de toujours dents sur le sujet de la rénovation énergétique des logements j'ai vu vraiment la symétrie c'est à dire que du côté environnemental on est allé chercher les objectifs de rénovation énergétique des logements pour les plans crime à partir des plans climat territoriaux qui sont eux mêmes reliés à des objectifs régionaux et aux objectifs nationaux les fameux cinq cent mille logements rénovés chaque année donc là on a

un driver on a quelque chose qui mobilise et est ce qu'on voulait faire c'est avoir le même exercice prospectif non pas sur les scénarios de rénover ou de rénovation de logements pour le territoire mais sur l'avenir de la manoeuvre du bâtiment du territoire qui rendent qui sort dans ce bas dans ce territoire où sont les est ce que ces gens qui viennent des cafés hôtels restaurants est-ce que c'est dès qu'elle est la pyramide des âges qui quels sont les entrées et sorties du territoire avoir une idée de de tout ça on l'a fait on l'a fait mais normalement quand on fait la prospective il faut quand même un fil conducteur donc nous pour la pour l'environnement on avait su tout conducteur qui était maximiser le nombre de logements rénovés en qualité en quantité encore en qualité parce que c'est le nombre de travaux parole par logement qui comptait mais côté social là on n'avait pas de drivers alors habituellement dans le projet maison de l'emploi du développement durable je disais écoutez nous ce qu'on veut c'est que les travaux soient faits en temps et en heure qu'importe qu'il ait fait que ce soit des hommes des femmes des hommes des vieux des gens en insertion nous c'est pas notre responsabilité on est des acteurs de l'environnement mais on n'est pas dans la tambouille du développement durable on mélange tout c'est justement chacun sa responsabilité et c'est à vous acteurs de du territoire de dire qui vous voulez privilégiées nous ce qu'on veut c'est que ce soit fait au bout du compte donc cette question est revenue de façon plus méthodique méthodologique dans avec l'expérience de cambrai est là en fait personne ne me proposait un objectif social pour le territoire donc moi j'ai dit ben prenons je vous propose maximiser le taux d'emploi du pour le bâtiment dans le territoire ils m'ont dit oui mais j'aurais dit zéro chômeur longue durée dans le secteur du bâtiment pour le territoire ils vont habiter du est aussi j'aurais dit doubler la part du travail des femmes dans le domaine du bâtiment un territoire et mme reding est donc ce que ce qui ressort de cette expérience c'est que finalement même dans un cas où on a un territoire doté la d'une fonction millions d'emplois ce qui n'est pas malheureusement le cas dans tous les autres territoires qui serait déjà une bonne chose c'est que la vision interprofessionnelle ample social face à la nôtre puisque mon histoire est compliqué parce que le bâtiment est un mauvais exemple c'est ça je suis un sujet qui n'est pas interprofessionnel de tous les sujets de la transition écologique mais quand même je les ai vus au passage donc ce dont on a besoin c'est des jeux c'est d'avoir face à nous des acteurs qui disent ce qu'ils veulent du point de vue social pour leurs territoires et donc on n'entend pas langage sont des débats souvent un peu idéologique par exemple ce qu'on veut plus la solidarité ou la charité nous j'aurais côté transition écologique qu'importe mais choisissez positionnez-vous et qu'il y ait quelqu'un pour se positionner parce que nous on a besoin d'ancrer nos scénarios de la mise en oeuvre dans des choses qui s'incarne réellement et pourquoi ça s'incarne pas alors celle en janvier c'est que l'emploi à la différence du chômage n'est pas un sujet d'intérêt général c'est à dire qu'un économiste qui est payé pour travailler sur les questions d'emploi il est toujours payé pour aller piquer l'emploi du territoire voisin et c'est vrai à toutes les échelles c'est l'emploi de toulouse contre bordeaux c'est l'emploi la de la région helix contre la région y ont peu la france contre l'emploi l'allemagne l'emploi de de l'europe contre l'emploi de la chine et des états unis c'est à dire qu'en fait des visions d'intérêt général autour de l'emploi elles sont absolument pas stimuler ce qui fait que les économistes ne sont pas du tout outillés pour travailler la question et aller chercher par exemple la définition des emplois directs indirects et induits sur le site de l'insee et dans le solde glossaire vous ne trouverez rien donc c'est ça c'est pas par hasard donc par contre le ce qui est intéressant c'est que

justement la vision territoire o chômeurs longue durée c'est qu'elle montre que si effectivement il faut des mobilisations des acteurs est une vision interprofessionnelle part d'une vision d'intérêt général à l'échelle du bassin d'emploi et puis j'en finirai juste avec un point quand vous entendez le mot impact emploi impact sur l'emploi dites-vous il ya un truc qui cloche ça veut dire que c'est une forcément une vision limitée limitantes est ce qui est extraordinaire avec territoire jeunes auront duré c'est qu'en fait on part des compétences des personnes pour aller chercher le marché et ça ce qui est étonnant c'est que son récit d'une vision de terrain qui est faite alors que c'est justement les visions qui manquent pour brancher le long terme et le court terme c'est à dire que à long terme ce sont les compétences qui font les marchés si vous n'avez où il ya des marchés qu'il n'existe même pas parce que on n'y pense même plus puisqu'il est plus personne capable d'entretenir de disposer de ses compétences donc la rétroaction compétences marche et ça c'est quelque chose qui passe complètement en dehors du scope de 2d de l'économie et par exemple le qu'elle est là l'effet des malfaçons dans le bâtiment sur la dépression du marché du côté de la demande ça on sait pas et donc la relation emploi marché elle marche dans les deux sens mais c'est pas seulement j'ai un job à faire et comment on va faire pour le pur pour occuper la place de travail avec des gens formés ou comme il faut etc mais c'est aussi il ya des compétences quel qu'est ce qu'elles peuvent influencer sur le marché à l'avenir mais normalement c'est une vision de plus long terme voilà

Questions du public

[Public] j'avais juste une question pour monsieur grandguillaume sur les projets et le financement ça a été un tout petit peu évoqué d'ailleurs sur ce financement des projets c'est déficit projets qui sont auto portés dans le sens où les créations d'emplois enfin les gens sont rémunérés en fonction de la 2^e de ce que ça l'aide de ce que ça génère ou ce sont des projets qui sont financés et qui continueront à être financés par les régions où par le territoire en fait merci le

[Laurent Grandguillaume] en gros depuis le début de l'expérimentation pour chaque emploi créé on bénéficie de l'activation de la dépense pas si sûr le comprend le coût du chômage longue durée pour l'état les collectivités territoriales par personne et ce coup il est injecté dans le projet pour financer une part de l'emploi aujourd'hui ça couvre à peu près 75 % d'accord du coût de l'emploi et du fonctionnement d'entre eux présents puisque les managers sont pas pris en compte les les coûts d'investissement si on fait du maraîchage par exemple alors dit ça ça coûte un peu d'argent pour investir donc tout ça c'est amorti dans le coût global qui 25% donc est couvert par le chiffre d'affaires généré aujourd'hui dans les entreprises à but d'emplois qui sont on va dire les plus en avance le chiffre d'affaires qui est réalisé par tp d'environ 8000 euros par tp six ans c'est l'équivalent rona chantier d'insertion après nous ce que nous disons c'est que on ne vise pas ni une rentabilité puisque pour nous si on arrive à un équilibre économique avec un chiffre d'affaires suffisant pour couvrir le coût de l'emploi d'une personne qui rémunérés au smic à les personnes sur l'avenir est au smic aujourd'hui ça sera très bien apprécié reste un coût pour la société c'était pas grave car si on n'avait pas existé dans les territoires là où nous sommes il y aurait pas une solution pour les personnes or les personnes qui aujourd'hui sont embauchés comme je le disais c'est en moyenne au chômage depuis quatre ans sa cadette personne qui était au chômage depuis huit ans depuis dix ans il ya des personnes qui à 50 ans signent leur premier cdi de leur vie et ont et qui ont pour la première fois de leur vie un smic or le smic c'est pas satisfaisants ont envie pour vivre c'est le minimum on va dire donc là on a aussi eu un dialogue qui se met en place avec les partenaires sociaux pour construire un accord inter entreprises avec une classification des métiers avec eux toutes les évolutions de carrière à prévoir aussi également donc voilà c'est le début de de tous ces sujets mais voilà où on en est sûr l'équilibre économique et les collectivités est plus tôt pour avoir des locaux et souvent elles viennent en soutien pour le comité local parce que pour faire fonctionner un comité dans lequel il faut 2 tp en gros de deux emplois et pour l'animation et l'identification des personnes et des activités et ça c'est pas financée par l'état puisque l'état pour revenir un peu tout ce qui a été dit vois ça comme un millefeuille this bon ben c'est encore un truc de plus il ya déjà des maisons de l'emploi il ya déjà des ya plein de choses qui disons domaine de l'emploi donc c'est encore un truc en plus qui se rajoute à au millefeuille parce qu'il ya une volonté de réguler l'ensemble des politiques de l'emploi par l'état central aujourd'hui donc tout ce qui émerge d'un peu différent bon bah ça tout à fait bien on l'a eu on n'a pas eu de financement par les comités locaux premièrement et deuxièmement on a même il ya même une tentative dans la deuxième loi de nous mettre sous tutelle du service public de l'emploi donc nous l'a dit on veut pas de tutelle puisque nous sommes partenaires du service

client voit donc non merci dont ils ont enlevé cet élément mais on a même parfois des collectivités locales gérées en tête et j'arrêterai là à président de région par exemple qui voulait faire à marchés publics pour que nous répondions à ce marché public avec d'autres d'accord pour être en capacité d'animer les comités locaux moi j'ai dit à ce président de région je l'écouté nous n'avons pas vocation à être votre prestataire nous sommes des partenaires donc dans un espace démocratique comme ça a été très bien dit on doit discuter d'égal à égal mais nous on n'a pas vocation d'exécuter votre commande voilà c'est pas du tout comme ça qu'on soit la démocratie donc ya pas eu de marché plus creuser brouillon s'était débrouillé tout seul pour ces comités locaux mais voilà pour le tout la question du financement il ya l'ingénierie de projet ou là il ya des difficultés à trouver les financements et le fonctionnement de l'entreprise il faut trouver donc les moyens donc assez l'activation du coût du chômage mais ou on est pour qu'il y ait une coalition du droit à l'emploi pour tous et je dirais même moi je défende plus le droit au travail parce que l'emploi s'est limité le travail à l'instance un peu plus large voilà mais le droit coalition du droit l'an passé de dire que peut-être qu'un jour on pourra parvenir à faire en sorte que ce coût du chômage qui est activée dans les eaux behe et puisse être aussi pour d'autres structures finalement oui qui concourent justement à des objectifs de protection de l'environnement de réinscrire des activités dans le territoire et forcément quand on parle d'environnement on parle de territoire car le territoire je rappelle si la rencontre entre la nature et la culture donc il n'ya pas d'environnement son territoire a déjà fait donc si on peut faire en sorte que ces financements et puissent aussi un jour bénéficier district des structures qui crée des emplois ce serait intéressant mais il ya aussi une idéologie qui est celle de soutenir l'individu et non pas l'emploi aujourd'hui il ya de plus en plus de dispositifs qui sont mis en place pour soutenir l'individu des aides à l'individu pour la cité à faire telle ou telle chose est de moins en moins de financement pour les structures collectives qui accompagne les personnes n'est pas l'individu et ça c'est aussi un problème aujourd'hui on le voit dans les militants des finances fois

[Public] merci une question pour remy léger en fait qu'est-ce qui fait que demain on peut essayer et s'est passé à l'échelle sur un modèle comme le voulons te pour avoir plein de petits voulons te partout en france quel que soit les conditions pédoclimatiques est ce que c'est une problématique d'accès au foncier parce que la tortue avait en effet du terrain et hériter donc c'était c'est un actif quand même est-ce que c'est une problématique de maudit motivation des jeunes parce que si on n'a pas besoin des compétences comme j'ai entendu on a quand même des chauffeurs n'ont pas d'emploi donc pourquoi on ne pourrait pas faire match et l'un et l'autre y compris dans un projet de souveraineté agroalimentaire donc quels sont les points d'un point de blocage en fait

[Remy Léger] tu peux bien faire des choses sur ton territoire local il ya un problème structurel dans l'agriculture et dans notre fonctionnement général global aujourd'hui je reviens à la subvention publique parce que pour moi elle est quand même elle est quand même elle identifie le modèle désigné aujourd'hui on subventionne des gens à à produire une alimentation industrielle et on ne subventionne pas des gens à produire de la diversité de la production et de la protection écologique je suis pas représentants de syndicats je suis pas représentants de l'agriculture et je jette pas la pierre à des gens qui ont fait ce que la

société a demandé jeu c'est clair c'est comme ça malgré tout aujourd'hui dans les dix prochaines années la moitié des paysans partent à la retraite et qu'est ce qu'on fait c'est ou l'agrandissement c'est à dire des structures qui font pas mille hectares mai 2000 et qui embaucheront deux personnes où on trouve des solutions alternatives d'installation de gens sur du territoire qui vont faire de l'alimentation locale protéger leur écosystème et créer de l'emploi il me semble que le pouvoir public là dessus il peut s'en emparer très clairement et dire bah oui en fait qu'est-ce que de quoi on parle au quotidien on parle d'écologie on parle d'emploi on parle de protéger les ressources locales et de faire de l'alimentation dans des des villes comme paris où il ya 10 millions d'habitants mais en fait ça vient de hollande la céréale qu'on fait juste à côté elle fait le tour du monde fin donc il ya quand même des vraies problématiques globales qui sont et je pense que l'état français alors je suis pas président je suis pas député je suis rien de tout ça mais l'état français il ya quand même des des vraies choses à apprendre là dedans et à dire mais mais en fait c'est sion n'est pas on n'est pas les plus performants industriellement si on n'est pas les plus nombreux et c mais il ya quand même des des vraies choses à aller chercher dans le changement est dans et dans notre capacité à aa transférer l'argent et que cet argent soit aussi bien utiliser là où il est c'est à dire ben en fait on peut mettre de l'argent si c'est pas structuré si c'est pas bien entendu que ça sert à rien mais la crèche je réponds pas tout à fait à ta question mais la création de groupes et et multipliez ça ça demande quand même un changement global de la vision de ce qu'on a de l'agriculture et et et pas de faire des tomate industrielle chauffer sous serre qu'on applaudit

[Modérateur] mille merci aux quatre intervenants de la table ronde donc on va on va clore la table ronde et je vais céder la place à sylvie lemay qui nous a rejoint et qui est ambassadrice un délégué à l'environnement qui va élargir évidemment le regard un tous les enjeux internationaux sylvie boutard des packs web

Clôture par Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée à l'environnement au Ministère de la transition écologique

bonjour à tous et merci le plus important de m'avoir invité à clore cette session j'ai l'impression cela dit que je vais faire une sorte de grand écart est donc vous demande excuserez parce qu'en tant qu'ambassadrice environnement je suis essentiellement chargé de la négociation pour la France et au nom de la France des grandes conventions internationales qui concerne l'environnement donc aussi bien qui m'a que biodiversité mathias qui voulait peut-être dire quelque chose et je trouve que c'est là la beauté de plus important de pouvoir réunir des gens qui sont très différents qui vont apporter des points de vue très différents donc bravo à l'association et j'espère se l'est dit que je ne vais pas vous emmener trop loin de de la base de ce colloque qui est quand même essentiellement centrée sur la transition inclusive sujet dont on ne parle pas aux fous dans les négociations internationales c'est au fond le l'âge le comment comment on dit oui l'angle mort ou l'éléphant invisible au milieu de la pièce si je puis dire c'est à dire qu'en fait c'est là partout mais on n'en parle pas et pourraient donc je vais essayer de d'expliquer un peu pourquoi au fond le sujet de l'emploi c'est évidemment le sujet de l'évolution économique nécessaire lorsqu'on prend en compte les sujets d'environnement et pour les prendre en compte il faut bien qu'il y ait un cadre national voire européen pour parce qu'on est en Europe ici et internationale parce que évidemment tous les pays s'engagent en même temps à faire des choses qui sont peut-être pas exactement les mêmes et en tout cas vont tous dans la même direction est donc en réalité il ya une sorte d'aller retour en terme d'échelle et les états lorsque lorsqu'ils vont négocier la table de négociation avec un mandat en disant voilà le genre de choses qu'on aimerait avoir à la sortie de la négociation ils ont évidemment ils prennent évidemment en compte leur situation nationale la situation économique nationale leurs grands secteurs d'activité et l'impact que un accord plus ambitieux par exemple sur l'un ou l'autre des sujets de l'environnement pourrait avoir sur leur propre économie c'est pour ça que ça n'est pas si facile c'est pour ça qu'on n'y arrive pas à avoir des désaccords facilement en matière de climat et qu'il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois avant d'avoir l'accord de Paris est encore accords de Paris donc la finalisation s'est faite à Glasgow il ya quelques semaines donc c'est bien parce que au fond chacun des chefs d'état et des négociateurs sur tous les chefs d'état au moment de donner le mandat aux négociateurs se disent mais si Jacques si j'accepte que dans le texte qu'il soit marqué que par exemple l'ensemble des subventions négatives en matière d'environnement soient retirés d'ici deux ans ou la semaine prochaine forcément ça détruit entièrement certain nombre de pans de secteur donc avant de faire ça les intervenants de l'état vont commencer par dire est-ce que c'est faisable comment je le fais et qu'est ce que ça va vouloir dire voilà donc c'était un peu dans ses salles le cadre en fait dans lequel on est donc c'est une fois qu'on a qu'on s'est mis d'accord sur le fait d'aller quelque part ensuite on se dit mais donc qu'est ce que ça veut dire en termes de mise en oeuvre de politiques publiques quels sont les secteurs qui vont être touchés setra alors je crois que ce qui est intéressant en matière de transition écologique

peut-être de deux points importants il ya à la fois le sujet du climat qui est quand même celui qui est le plus répandu je dirais dans les discussions globales et le sujet de la biodiversité qui est aussi répandu mais qui est peut-être un petit peu moins palpable et pour de bonnes raisons parce qu'il est beaucoup plus compliquée en matière de climat alors là aussi pourquoi est ce qu'on arrive un accord climat qui ensuite va être déclinée c'est en général parce qu'il ya un constat scientifique on commence par avoir un constat scientifique c'est le giec qui se met d'accord c'est l'ensemble des accords des scientifiques du monde entier et qui disent en gros voilà qu'elle est voilà la trajectoire et voilà ce qu'il faudrait qu'on puisse arriver à faire et le giec nous dit depuis assez longtemps maintenant se fait pratiquement quinze ans que entre 1 degré 5 et 2 degrés de réchauffement on sait à peu près gérer et encore il y aura des impacts mais au delà la machine s'emballer la machine climatique s'emballer et donc on n'est pas sûr de pouvoir des masses en avoir des impacts qui sont maîtrisables et qu'en tout cas les coûts sont très élevés donc c'est fort de cette vérité scientifique vérité qui a mis du temps à être acceptée on a très longtemps des climato-sceptiques qui se sont battus dans tous les sens pour la faire accepter qu'ensuite on essaye de se mettre d'accord sur un régime international qui va tendre vers ce degré ou un degré en matière de biodiversité on n'a pas l'équivalent on ne réduit pas la biodiversité à un nombre d'insectes ou un nombre même d'animaux ou un nombre de d'espèces différentes ça n'est pas juste ça c'est beaucoup locale la biodiversité ça parle de l'eau ça parle des espèces animales ça parle des espèces végétales ça parle de la façon dont les terres nourrissent l'ensemble de tout ça et donc c'est beaucoup plus compliqué aujourd'hui à réduire à un seul objectif ça ne met qu'une qu'un ensemble d'objectifs qu'il faut avoir et qu'il faut essayer de faire progresser en même temps alors juste donc ça c'est pour les deux cadres essentiels sur lesquels dans lesquels on travaille au niveau international peut-être un point sur le climat dont vous savez qu'il ya eu l'accord de paris que l'accord de paris ait donné lieu à des suites de réunions internationales qu'on appelle des conférences des parties et la dernière a été à glasgow je voudrais peut-être la faire un point parce que la presse a été souvent très critique de ce qui s'est passé à glasgow moi je le suis beaucoup moins je suis beaucoup moins parce que au fond c'est un petit peu comme si on attendait à chaque fois qu'on résolve absolument tout à chacune des conférences alors qu'au fond on ne fait que progresser à chaque fois pour les raisons que je viens de vous indiquer c'est à dire que quand on commence à se dire qu'on peut avancer vers une voie alors on est prêt à monter d'un cran au dessus la conférence d'après si je puis dire la conférence d'après et à glasgow réalité s'est passé pas mal de choses qui sont assez positives et qui montre que par rapport à paris et j'étais dans cette équipe qui a négocié la conférence 21 donc je j'ai vu j'ai vu la progression des choses à paris le monde commence à être prêts à bien comprendre effectivement qu'il fallait faire quelque chose et elle le dira en revanche on n'était pas encore complètement concret à glasgow je trouve qu'en cinq ans on a commencé à parler concrètement c'est à dire qu'on commence à se dire ah voilà ce qu'il faut faire en matière de transport parce qu'il faut faire en matière de bâtiment et d'efficacité énergétique parce qu'il faut faire en matière d'agriculture encore que je pense que c'est le dernier sujet dont on parle malheureusement et que c'est un point sur lequel il faudrait avancer plus vite parce qu'il faut faire en matière de forêt c'est donc quand on commence à être concret on peut commencer à rentrer dans le détail de ce qui peut se faire au niveau global et aussi au niveau national à glasgow il ya eu par exemple une coalition de pays qui ont dit qu'ils allaient couper le plus rapidement possible les émissions

sur le méthane méthane qui est un gaz à effet de serre qui n'est pas du CO₂ mais qui est bien plus embêtant d'ailleurs parce qu'il a un pouvoir réchauffant le plus élevé moi ça me paraît être typiquement le genre de choses extrêmement concret à Glasgow on a parlé charbon à une fois on avait parlé charbon dans une coop internationale c'est un mot qui fâche est alors certes la retire de la presse a surtout retenu que dans la déclaration finale l'Inde et la Chine se sont opposés une phrase qui disait on va gros gars Tchoudov terminant terminé en gros avec le charbon mais c'est simplement ce qu'il faut savoir c'est que au début de la conférence quinze jours avant dix jours avant quand on a commencé à négocier le texte le mot charbon était même pas dedans cette phrase n'était pas dedans donc on a effectivement ensuite eu une phrase qui consistait à dire on va tous s'engager à sortir du charbon est évidemment c'est assez naturel qu'un certain nombre de pays qui en sont dépendants à 30 c'est comme si en France on nous disait ben voilà on va s'engager à arrêter la PAC on va peut-être attendre un peu et réfléchira qu'est ce que ça veut dire et donc combien de temps on va le faire je vous prends un exemple parce que c'est un exemple politique ciblée pour eux c'est aussi très politique il faut savoir qu'il ya un certain nombre de pays qui dépendent tellement du charbon que ils ont effectivement derrière des milliers d de centaines de milliers d'emplois qui en dépend et donc quel que soit ce qu'ils pensent eux mêmes faire dans le futur s'engager à un instant t et quelque chose d'extraordinairement compliqué moi ça me choque pas en revanche ce qui est bien c'est que maintenant que les choses sont inscrits dans la déclaration de Glasgow on peut y revenir l'année prochaine et dira on s'est engagé à diminuer drastiquement le charbon c'est qu'est ce qu'on a fait et quand on commence à dire ce qu'on a fait et si on arrive à faire des choses qui montrent qu'on peut diminuer alors ceux là même qui se disent non mais nous on pourra pas donc commencer à voir que c'est faisable et donc le fait de sortir du charbon est quelque chose qui va devenir une réalité j'en suis certaine mais qui ne peut pas forcément être inscrit et ça il faut se souvenir de ça quand on décrypte en réalité des choses à Glasgow on a quand même 180 pays qui sont venus avec une conque une contribution nationale déterminé c'est à dire un plan concret disons ce qu'ils vont faire en matière climatique c'était une des demandes de l'accord de Paris les pays sont venus avec sont pas contents d'avoir signé l'accord de Paris ils ont il ya eu l'accord sur le fait que toutes les contributions qui ne sont pas en ligne avec l'accord de Paris c'est-à-dire avec une trajectoire cohérente avec 2 degrés reviendront l'année prochaine et en ferons une autre c'est quand même aussi pas mal et on a eu un engagement des pays de donner des de fer pour l'année prochaine des stratégies à long terme 1 et c'est le genre de chose qui moi me paraît aussi très importante les contributions nationales c'est le plan à cinq ans en gros c'est voilà ce qu'on va faire sur les cinq ans qui viennent voilà comment on va essayer d'avancer les contributions à long terme 2050 en gros or quand on sait que on a beaucoup de pays désormais qui se sont engagés à atteindre la neutralité carbone vers 2050 2060 pour la Chine de 1070 pour l'Inde certes on aimerait mieux que ça soit un peu plus tôt mais c'est déjà très très bien la vraie question c'est comment et donc commencé à écrire des plans de long terme c'est la façon d'anticiper les choses et du coup d'anticiper aussi la façon donc il va falloir modifier ou faire bouger des filières et donc anticiper les nouveaux emplois qui existeront dans ces filières et c'est comme ça que ça marche et c'est comme ça qu'on boucle avec toutes ces questions d'emploi etc enfin je trouve du coup très intéressant et important ce colloque parce que ont souvent on parle effectivement de l'évolution et de l'adaptation des secteurs en termes de transition

économique comme si un secteur c'était quelque chose d'abstrait et on ne descend pas assez à mon avis au niveau des qualifications qui seront nécessaires demain matin pour arriver à faire effectivement de ce que devront faire les secteurs en 2050 si en 2050 on a tous envie de vivre dans une société dans laquelle n'a plus une voiture qui émet de gaz carbonique et que nos logements sont tellement bien isolé que le peu d'électricité qu'il faudra encore utilisé sera chauffée avec de l'énergie bas carbone zéro carbone bah c'est quand même un monde sacrément différents et donc ça veut bien dire il va falloir mettre en place des choses qui n'existent pas forcément aujourd'hui c'était intéressant parce qu'en 2021 par exemple on parlait pas d'hydrogène quasiment ceux qui on parlait étaient voués aux gémonies sur le thème c'est pas une énergie possible ça n'existe pas c'est trop cher c'est trop ceci trop cela et puis on s'est rendu compte quand on a commencé à regarder ce qu'il fallait faire dans les secteurs en particulier dans l'industrie et dans le transport que pour les transports lourds par exemple n'avait pas de solution c'est à dire que les les gros camions électriques c'est pas quelque chose qui semblait fonctionner et donc on s'est dit c'est seulement l'hydrogène qui pourra le faire et donc en se disant comment on attaque les dernier segment sur lequel on sait qu'aujourd'hui les technologies existantes ne sont pas possible eh bien on se met à dire bas donc il va falloir faire de l'hydrogène donc il faut investir dans l'hydrogène et on a soudain florales florilège de milliards qui sont mis sur la table pour créer des filières hydrogène alors soit pour le transport soit plutôt pour le pour l'industrie pour remplacer le charbon mais c'est des discussions qui n'arrive que quand on commence à rentrer effectivement dans les détails et est donc voilà ce que je voulais vous dire c'est que les négociations internationales c'était cette espèce de d'allers retours entre le détail et en même temps avoir des règles qui convienne quand même à tout le monde et même chose pour la biodiversité je vous ai parlé rapidement du climat je veux pas rentrer dans les détails s'il ya des questions je serais ravi de d'y répondre et sur la biodiversité on a un cadre donc comme je disais c'est plus compliqué on a eu un cadre qui s'appelait les objectifs d'aichi un cadre pour dix ans qui était décidé enfin accepté en 2010 et on est dix ans plus tard et on s'aperçoit que ce cadre n'a pas été mis en oeuvre et que la plupart des objectifs d'aichi sont pas atteints tous aucun aucun est atteint il y en a un ou deux qui sont pas loin d'être à temps et pourquoi ça n'a pas été atteint de mon point de vue en tout cas c'est précisément parce que les objectifs étaient pas extrêmement précis n'était pas suivie qu'on n'avait pas expliqué comment on allait les mettre en oeuvre et donc on avait des espèces de aspirations de gaulle comme on dit et des des objectifs un peu aspirationnel j'exagère parce que ce n'était pas tout à fait opération l'aspi rationnelle mais en tout cas si on prévoit pas tout de suite la mise en oeuvre et la façon dont ça a marché même si ça met du temps à se mettre en oeuvre eh bien ça ne va pas marcher et aichi ça a été un peu ça malheureusement et donc là on est en train d'essayer de négocier un nouveau cadre dont les la négociation devait avoir lieu en première partie à genève début janvier a été repoussé pour la question de pandémie donc est en train de glisser malheureusement en terme d'agenda et dont la fin devrait se concrétiser donc en chine a qu'une ligne soit au mois de juin soit peut-être en septembre et donc dans cette dans cet espace de négociation les grands enjeux je peux peut-être vous en dire en quelques mots mais les grands enjeux qui seront de protéger suffisamment d'espace de terre pas avec une protection du type parnasse parcs nationaux et réserves intégrales parce que c'est pas quelque chose qu'on peut faire d'une façon très large donc un des objectifs que nous portons en tout cas en tant que france et qui est aujourd'hui dans le cadre

c'est d'essayer de protéger 30% de la terre et des océans avec des formes de protection qui seront différentes et ça peut inclure deux des formes d'agriculture puisqu'il ya de la régénération au passage mais en tout cas c'est des formes de protection et de restaurer 20 % de terres qui sont dégradées dans le monde dont en disant voilà un peu les deux les deux gros sujets et puis évidemment des tas de choses en matière de d'intégration de la biodiversité et en matière d'intégration de la biodiversité des choses qui n'existaient peut-être pas à ce point là dans les objectifs d'aichi qui sont en train de se mettre en place c'est précisément l'intégration et la prise en compte de la biodiversité par le monde économique donc les entreprises le secteur financier mais aussi l'ensemble des pouvoirs publics à travers les budgets vers à travers la comptabilité publique etc pour que l'on soit capable de dire dans quelle mesure tel ou tel investissement va avoir un impact sur la biodiversité avec l'objectif d'évidemment non seulement réduire cet impact mais c'est d'avoir un impact positif voilà donc c'est un sujet qui est moins avancé que le climat je crois qu'il faut se le dire en termes de méthodologie parce qu'il est plus compliqué ce qui l'est moins tangible et pourtant c'est celui dont nous dépendons tous quoi est globalement le point peut être je finirai là dessus pardon je suis un peu longue le point essentiel qu'il faut garder en tête c'est que il ya peut-être un constat plus fort qu'avant de l'inter relations entre le climat et la biodiversité ça veut dire qu'aujourd'hui premièrement on sait qu'on n'arrivera pas à zéro émission sans parler de zéro émissions nettes et quand on parle de nette ça veut dire qu'on a des puits de carbone on a des choses qui vont absorber les émissions restantes et ça c'est nécessairement des lieux de nature donc c'est l'agriculture et la forêt et donc c'est de la biodiversité et donc on a un lien entre les deux et ça va être à mon avis un des points essentiels en matière de recherche et en matière même de développement économique et financier de savoir comment ces zones qui vont devenir si précieuses à la fois pour la biodiversité et pour le climat vont être valorisés et ça c'est des points je dirais sur lesquelles on voit que la communauté internationale va travailler dans les années à venir voilà je vous laisse savait que ces quelques remarques et merci beaucoup merci infiniment madame l'ambassadrice je reviens avec un avant de passer la parole à la salle pour les questions moi j'en ai une qui fait un lien pas très subtil entre la biodiversité votre poids initial sur l'éléphant dans l'ain dans la pièce pourquoi c'est comme ça pourquoi est ce que un sujet que dont tout le monde voit l'importance critique les conséquences sociales de la transition et écologique pourquoi est ce qu'on n'en parle pas et est ce que ça va être un versement est ce que c'est juste une question de temps comme l'hydrogène entend parler par ya cinq ans où les sujets concrets dont on parlait pas mais juste il faut du temps ou est-ce que ça risque d'être bloqué dans la durée alors j'étais caricatural en disant on n'en parle pas ce que j'ai voulu dire quand j'ai dit c'est l'éléphant dans la pièce en un peu transparent c'est qu'il était là mais que c'est pas ça fait pas partie du cadre de négociations parce que si on se met à négocier au fond d'évoluer ça fait partie de façon indirecte du cadre de négociations c'est bien ce à quoi les pays pense lorsque en particulier les pays en développement disent on veut être accompagné pour cette transition c'est bien gentil de vouloir nous laisser mettre sur une voie de carbone chers amis mais et d'ailleurs on est tout à fait d'accord mais accompagné nous financièrement parce que ça doit vouloir dire pour nous des choix en matière justement de secteurs d'énergie et c'est qu'on n'a pas forcément les moyens de faire ou des financements de la transition donc tout ce qu'on appelle la transition enfin l'accompagnement pardon de cette transition s'est bien effectivement la santé économique le les emplois qui sont eux liés ça c'est peut-être la

première chose la deuxième chose c'est que c'est infiniment nationale tout de même c'est à dire que chaque pays va avoir des intérêts tout à fait différent les pays pétroliers ont des emplois qui sont essentiellement pétroliers donc la vraie question ça va être la reconversion de ces emplois dans quelque chose soit des énergies qui seront plus neutres en carbone soit dans tout à fait autre chose on a des pays qui sont absolument pas pétrolier donc leur sujet les pas ce genre d'emploi donc la reconversion et puis et des pays qui sont déjà extrêmement près d'une certaine façon qui ne qui n'ont pas forcément un impact sur le changement climatique donc enfin je pense que ça fait aussi partie presque des libertés nationales que de savoir comment traiter ça et c'est déjà assez complexe je pense d'avoir un cadre sur des trajectoires carbone sans rentrer nécessairement dans les sujets d'emplois cela dit il ya quand même des un certain nombre d'organismes internationaux qui regarde ce qui se passe en matière d'emploi en particulier l'oit et dont celle mandat l'organisation internationale du travail et qui a fait un certain nombre d'études pour montrer en quoi la transition écologique pouvait avoir des influences positives sur l'emploi ça non non pas mal de documentation et c'est pareil c'est fait au niveau très globale est le vrai sujet me semble-t-il c'est pour chaque gouvernement de d'avoir une bonne appréhension des emplois qui existent et de la façon dont trente ans plus tard ceux qui seront là et ce qu'ils seront plus là et du coût anticipé vraiment le plus possible ce qui va se passer le secteur automobile pour moi est typique de sa typique lorsque on signe la corde paribas on sait qu'on va arriver à décarbonés le plus rapidement possible l'industrie automobile donc le vrai sujet il est comment on se prépare à une telle dégradation et ça c'est une question je dirai tout à fait légitime nationale mais parce que on commence à savoir ce qu'il faut faire mais j'ai bloqué par une demande acceptée habilité qui sont beaucoup lié aux questions d'emploi et aux questions d'inclusion d'inclusion professionnels donc quand même un paradoxe qui demain je vais pas monopoliser est ce que vous voyez vous avez des questions avant qu'on close puisque on a déjà quelques minutes de retard oui oui alors je vais aller directement la solution se critiquent les solutions liste mais je vais vous proposer une solution ce serait un geiq mais non pas sur le champ de l'emploi de l'environnement mais justement sur le chemin de sur le champ de l'emploi et du chômage ça vous ferait un éléphant un peu plus visible parce que c'est ça le problème c'est qu'en fait les mois j'ai il ya donc toujours à l'ademe c'était il ya une dizaine d'années j'ai fait faire un travail avec eux l'iddri sur emploi et changement climatique pour voir un peu si on arrivait objective et l'impact sur l'emploi de la lutte contre le changement climatique et et puis on avait fait faire une comparaison avec les modèles de négociations commerciales internationales et en fait on s'est rendu compte que dans les deux cas du point de vue méthodologique c'était d'une faiblesse indigente c'est à dire en réalité enfin le lien avec les compétences par exemple le macro économie il avait été fait un petit peu en malaisie mais bon c'était oui mais sinon c'est pas le problème en fait ce sont des visions sectoriel c'est de l'emploi de l'automobile de mon pays qui m'intéresse c'est pas l'emploi de mon pays donc dit c'est pour ça que je le disais tout à l'heure la halle est vraiment une différence pour moi les visions d'intérêt général c'est pas l'emploi c'est le chômage donc or on n'est pas outillée ni en france ni ailleurs sur la question de l'identification des causes du chômage vous ne trouverez même pas un euro d'argent public au cours des 40 dernières années en france exclusivement dédié à la compréhension des causes du chômage donc ça c'est vraiment le corps si vous aviez ces outils là en face vous pourriez avoir un éléphant avec qui dialoguer et là vous pourriez faire un truc un

cheminement beaucoup plus précis puisque en fait le problème c'est qu'on n'est que sur du toutes choses égales par ailleurs c'est toutes choses égales par ailleurs si je fais ceci alors voilà l'impact sur l'emploi mais pour les acteurs de l'emploi leur problème c'est pas de savoir le différentiel c'est en absolu qui sont intéressés de savoir quelle va être leur avenir et donc c'est pas d'une fin voilà donc c'est une piste que je suis en train de regarder mais ça vous semble le faire réaliste envisageable d'élargir le mandat du giec haut surtout pas même nom à côté en dialogue avec l'oit et j'ai déjà fait ses propositions à l'oit est faux que l'oit et porte en propre ses propositions avec les acteurs du dialogue social mondial mais mais indépendamment justement parce que justement les l'erreur c'est de vouloir absorber un sujet par un autre c'est à dire soit rangé l'emploi sous l'environnement soient rangés l'emploi de l'environnement sous l'emploi faut que ça soit vraiment des choses complètement autonome pour qu'on puisse voir tous les degrés de liberté qui a entre les deux moi je trouve que c'est une idée intéressante et donc je j'ai du mal à répondre comme ça on de spots mais ça fait partie des petites choses que je vais garder en tête et qu'elle dit réfléchir il s'est effectivement pas sous logique parce que j'aime ce sont des scientifiques des glaciologues la fin des gens qui ne sont pas du tout sur ces sujets là je vais mettre des économistes il faut mettre des gens qui connaissent le monde de l'emploi donc ça peut enfin je sais pas je réserve ma réponse toute façon ça dépendra pas de moi je trouve que c'est très intéressant une dernière question peut-être oui et après on va clore bonjour vous nous parlez donc de maquereau de deals internationaux et alors deux questions me viennent la première c'est comment garder le même modèle et et faire des choses différentes alors là j'ai quand même un sérieux doute vous nous parlez du carbone aujourd'hui mais le carbone sais c'est qu'une de nos problématiques on est loin d'avoir à régler toutes les autres problématiques donc on transfère sur de l'électricité mais ça générera bien d'autres problèmes pour ma pomme enfin voilà dans ma vision et la deuxième c'est j'ai l'impression que viale et les coop ou les eh ben on a une discussion justement très international mais qu'est ce qui nous prive d'avoir un leadership national sur ces voix là sur le changement climatique etc alors que au quotidien on a des lois nationales qui sont sabrer le roundup les néo la taxe carbone etc etc je me pose quand même un peu la question d'aller faire la morale à des pays qu'on a demandé à qui on a demandé de produire pour nous et puis derrière nous pas être capable d'avoir un leadership là dessus ça me semble un peu juste une question provocatrice donc je vais essayer pas être trop provoqué d'abord je pense qu'il ya un vrai leadership national je suis désolé de le dire mais je le crois vraiment la france a décidé de sortir de charbon et bien avant de pas mal de pays et vous pouvez passer en allemagne et si leur demander si c'est la même chose mais c'était le cas donc c'est le cas on a décidé d'arrêter l'exploration plaide pétrolière il ya à peu près cinq ans et de cul donné aucune autorisation de forage il y avait des demandes de forage au large de la guyane donc je suis navré mais il ya un vrai leadership la france amie je sais plus combien de milliards le chiffre m'échappe mais d'euros sur la rénovation des bâtiments aujourd'hui on a eu cinq cent mille personnes qui ont demandé une aide qui s'appelle ma prime rénove cette année pour faire des bâtiments qui serait le plus le plus rénové possible et le moins énergétivores possible la france a décidé de sortir des automobiles du gaz pendant deux des moteurs à combustion en 2040 on l'a dit il ya cinq ans au début du quinquennat de de monsieur macron donc je crois est aujourd'hui les pays sont en train de surenchérir et on s'aperçoit que le fait que la france a été la première à le dire en europe a conduit d'autre à faire des tas de choses et maintenant

on est en train de parler plutôt de 2035 et on s'écharpe d'ailleurs au niveau européen pour y arriver donc je suis vraiment en désaccord profond je dis pas que tout a été résolu loin de là mais si tout devait être encore une fois si on devait du jour au lendemain tout faire évoluer alors oui on aurait un état de chaos et un ehpad et beaucoup beaucoup de chômage donc je crois que ça fait partie de la responsabilité des gouvernements de voir comment les faire de façon progressive mais honnêtement je pense qu'on a eu un quinquennat qui a été sacrément ambitions en la matière on a refusé les permis pour la mine d'or en Guyane il ya eu plein de choses qui ont été je suis désolé mais assez forte et la France a pris l'engagement d'être neutre en carbone en 2050 c'est pas quelque chose qu'on a pris en l'air derrière on fait travailler les gens et derrière on regarde ce que ça veut dire après je sais que vous êtes dans l'agriculture c'est le sujet le plus difficile tout le monde est d'accord pour dire que c'est le sujet le plus difficile aujourd'hui il ya deux secteurs dont les émissions augmentent et le transport malheureusement et ça c'est pour moi c'est c'est un vrai drame je dirais et donc j'espère vraiment que les désinvestissements dans supplémentaires en matière de transports publics mais ça se fait pas du jour au lendemain et l'évolution vers l'automobile électrique parce qu'à court terme c'est quand même on peut pas priver les gens de l'ensemble du secteur de mobile vous dites on remplace quelque chose par par autre chose si on est tous prêts à avoir zéro automobiles y compris dans les campagnes je pense que aucun gouvernement ne résisteraient au fait de le faire de mettre en oeuvre mais en revanche je pense que si c'était le cas regardez l'ensemble de la mettre dedans de la protestation qui a eu lieu lorsque on a voulu taxer un peu plus le carburant qui est une bonne chose c'est une bonne chose la taxe carbone et sans taxe carbone d'ailleurs on n'arrive pas à faire une transition écologique simplement ça n'est pas enfin moi je n'ose l'assumer vraiment très fort c'est très dommage de se passer de la taxe carbone de la passe de se passer de l'augmentation de la taxe carbone c'est la seule façon de faire une transition transition c'est de faire monter les prix des choses qui sont mauvaises pour l'environnement simplement oui ça touche ça touche la consommer sa couche où le consommateur et ça touche le producteur et donc l'emploi et donc un gouvernement avant de faire ça elle va faire attention surtout s'il sait que ce sont des mesures impopulaires alors voilà j'ai pas j'ai pas donner une réponse on va pas faire la leçon aux pays en développement les pays en développement sont les premiers affectés si les pays développés diminuent pas leur émission pas du tout question de faire une leçon est question de prendre pour nous mêmes des résolutions l'Europe a pris pour elle même et c'est le seul continent qui aujourd'hui à baisser ses émissions de façon assez conséquente depuis 1990 alors que les Etats-Unis les ont baissé mais comme vous le savez il ya eu un petit intermède qui s'appelle Trump qui fait qu'elles ont remonté donc c'est bien je veux dire la France et l'Europe ont pris un leadership et vous pouvez pas imaginer le leadership que les autres pays nous envient vraiment je vous assure qu'on vienne nous voir en disant bravo et on espère que vous allez continuer à avoir un leadership moi ce que j'espère c'est qu'il y en ait d'autres qui prennent le leadership parce que c'est très important effectivement et des pays qu'ils soient les premiers à se lancer donc pardon je réponds avec mes tripes mais je crois qu'il faut quand même être bien objectif sur le fait qu'il ya une vraie volonté j'en suis certaine d'aller le plus vite possible en tenant compte de ce qui est faisable ce qui n'est pas faisable glyphosate ans que tous regretté le fait qu'on ne soit pas sorti du glyphosate je comprends aussi que tant qu'on n'a pas trouvé complètement et qu'on n'a pas réussi à convaincre le monde agricole qu'on peut

effectivement trouver des substituts peut-être qu'on s'est engagé un petit peu rapidement et donc le vrai sujet aujourd'hui c'est le six mètres vraiment mais encore une fois pas non plus se précipiter si on avait dit pardon je finis si on avait dit en 2015 lendemain de l'accord de paris bon ben voilà puisqu'on veut aller à 2 degrés demain plus une seule voiture ne roule si elle n'est pas électrique on savait que c'était bien ça qu'il fallait faire évidemment et on savait qu'il y avait quelques voitures électriques qui roulait m'ont pas beaucoup à l'époque mais vous n'avez pas le temps d'avoir un outil industriel qui va évoluer des mentalités qui vont se dire ah bah oui effectivement et des bornes électriques installées partout et c'est donc la transition en fait c'est ce à quoi et c'est pour ça que j'insiste sur le fait que ces grandes réunions internationales elles peuvent paraître très très lointaine traits parfois est considéré comme du blabla en réalité c'est leur faire un mauvais procès parce qu'elle fixe un cap à long terme et quand on fixe un cap à long terme on peut pas dire qu'on savait pas et derrière on met les échelons les les échelons qui permettent d'y arriver voilà il les jalons qui permet d'y arriver pan merci merci beaucoup peut-être une dernière dernière question en ont on à prendre en deux secondes et 6 et puis c'est plus tant pis on ça sera une autre m jeudi on parlait des objets lisa sion d'objectifs le tribunal administratif à la suite de la sphère dix siècles renvoyer l'état à une rendu compte en décembre 2022 sert une rendu compte est ce que l'état va en tout cas ce que notre trajectoire objective va être réellement atteinte est-ce que vous pensez que l'année prochaine le futur ou la future présidente qui sera je dirais en mandat depuis 6 mois pourra justifier d'une trajectoire à la hauteur des enjeux qui ont été fixées par la france auprès du tribunal absolument pas la réponse là dessus je dois vous avouer que je me suis pas penché sur exactement ce que demande le tribunal et je ne sais pas qui sera le prochain président au prochaine présidente ce qui est sûr c'est que enfin voilà donc jeu franchement là merci merci infiniment eh ben je vous rappelle que voilà on va s'arrêter là pour remercier nos hôtes le cnam ainsi que le ainsi qu'emmaüs avec lesquels nous avons monté ce colloque je vous rappelle que c'était le premier colloque de des états généraux de la transition inclusive qui on a toute une série jusqu'à juste à mi février avec une cérémonie de clôture dans l'hémicycle du conseil économique social environnemental dont le président nous a accordé son patronage pour ces pour ses prouesses des généraux et on fera le bilan de toutes les propositions qui ont accueilli pu être discutée au cours des états généraux merci à tous